

EXERCICE 2018

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE TOURS

Séance du 5 mars 2018

DÉLIBÉRATION n°2018-03

Le conseil d'administration s'est réuni le 5 mars 2018 en séance plénière, sur convocation du Président de l'université, adressée le vendredi 23 février 2018.

Vu le Code de l'éducation,
Vu le décret n°2012-1246,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission des moyens du 23 février 2018,

Point de l'ordre du jour :

3.1. Approbation du compte financier 2017.

Exposé de la décision :

Conformément à l'article du 212 du décret n°2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et aux articles R. 719-102 et R. 719-104 du code de l'éducation, le conseil d'administration doit se prononcer sur le compte financier arrêté par l'agent comptable, après avoir entendu le rapport du commissaire aux comptes.

Il délibère sur le montant et sur l'affectation des résultats du budget principal et des budgets annexes. Le compte approuvé est ensuite transmis à l'autorité de tutelle, puis au juge des comptes.

I. Approbation du compte financier

Le compte financier 2017 (budget principal et Fondation Rabelais), est présenté au Conseil par Mme l'agent comptable.

Ce compte financier dégage les résultats suivants :

I.a. Compte de Résultat :

	RESULTAT comptable	Capacité d'autofinancement
Budget Agrégé	2 945 703,43	6 819 064
Budget principal	2 959 582,86	6 832 943
Fondation FR	-13 879,43	-13 879,43

Par ailleurs, différentes corrections ont été comptabilisées avec un impact sur le report à nouveau :

- *+ 124 k€ pour l'intégration du stock des Presses Universitaires François Rabelais.*
- *+ 130 k€ pour la part de subventions amorties rattachées aux immobilisations partiellement amorties.*
- *+ 1 k€ en régularisation du changement de taux de TVA mixte lié aux reprises du compte 408.*

- - 35k€ régularisation suite à changement de méthode de suivi des dispositifs d'intervention pour compte de tiers de deux recettes dont l'université de Tours a la charge de reversement à un tiers (projets COMHET et INTIM-C-2015).

I.b. Puis, le conseil entend les rapports du commissaire aux comptes sur les deux entités.

II. Affectation des résultats

Il est proposé d'affecter l'excédent du budget principal en report à nouveau, de même que le déficit de la Fondation, conformément au vote du Conseil de gestion du 25 janvier 2018.

III. Compte rendu des délégations financières

L'Agent comptable rend également compte des délégations données par M. le Président, relatives aux admissions en valeur, aux abandons de créances, à l'acceptation de dons et aux sorties de biens de l'inventaire, pour les montants suivants :

Objet	Montants comptabilisés (€)
Admissions en non valeurs 2017	0€
Remises gracieuses de dettes	0€
Acceptations de dons et legs	10 577,90€
Sortie de biens mobiliers de l'actif de l'établissement*, dont :	24 227,57€
- Mises au rebut (portable et vidéo projecteur)	3 067,24€
- Remise aux domaines pour vente (véhicule Peugeot 407)	21 160,33€

*véhicules, mobiliers et matériels divers

Parallèlement, il est rendu compte de la délégation concernant la fixation des tarifs de l'établissement hors secteur de la formation.

Proposition de décision soumise au conseil :

- Approbation du compte financier 2017 et ses annexes :

- Corrections des comptes de bilan pour un montant total au compte 110 de + 219 762,09€, dont le détail est le suivant :
 - + 124 k€ pour l'intégration du stock des Presses Universitaires François Rabelais ;
 - + 130 k€ pour la part de subventions amorties rattachées aux immobilisations partiellement amorties ;
 - + 1 k€ en régularisation du changement de taux de TVA mixte lié aux reprises du compte 408 ;
 - - 35k€ régularisation suite à changement de méthode de suivi des dispositifs d'intervention pour compte de tiers de deux recettes dont l'université de Tours a la charge de reversement à un tiers (projets COMHET et INTIM-C-2015).

- Affectation du résultat de l'exercice 2017 de l'université de Tours comme suit :
 - . pour le budget principal, au compte 110 – report à nouveau, pour 2 959 582,86 € ;
 - Affectation du résultat de l'exercice 2017 de la Fondation Rabelais comme suit :
 - . pour la Fondation Rabelais, au compte 119 – report à nouveau, pour - 13 879,43 € ;
- Approbation des états réglementaires (tableaux GBCP)
- Donner acte du compte-rendu des délégations du Président, comme indiqué ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve la présente décision, comme suit :

- Corrections des comptes de bilan pour un montant total au compte 110 de + 219 762,09€

Nombre de membres constituant le conseil :	37
Quorum :	19
Nombre de membres participant à la délibération :	29
Abstentions	3
Votes exprimés	26
Pour :	26
Contre	0

- Affectation du résultat de l'exercice 2017 de l'université de Tours et de la Fondation Rabelais comme suit :

- . pour le budget principal, au compte 110 – report à nouveau, pour 2 959 582,86 € ;

Nombre de membres constituant le conseil :	37
Quorum :	19
Nombre de membres participant à la délibération :	29
Abstentions	0
Votes exprimés	29
Pour :	29
Contre	0

- . pour la Fondation Rabelais, au compte 119 – report à nouveau, pour - 13 879,43 € ;

Nombre de membres constituant le conseil :	37
Quorum :	19
Nombre de membres participant à la délibération :	29
Abstentions	3
Votes exprimés	26
Pour :	26
Contre	0

- Approbation des états réglementaires (tableaux GBCP)

Nombre de membres constituant le conseil :	37
Quorum :	19
Nombre de membres participant à la délibération :	29
Abstentions	3
Votes exprimés	26
Pour :	26
Contre	0

Pièces jointes :

- Compte rendu de la commission des moyens du 23 février 2017 ; Annexe au compte financier 2017 de l'université et de la Fondation ; Délibération de la Fondation Rabelais ; Rapport de gestion de l'ordonnateur (dont tableaux d'exécution budgétaire).

Fait à Tours, le
Le Président,

13 MARS 2018



Philippe Vendrix

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable au secrétariat de la direction des affaires juridiques

Délibération publiée sur le site internet de l'université le :

13 MARS 2018

Transmise au recteur le :

13 MARS 2018

COMMISSION DES MOYENS DU VENDREDI 23 FEVRIER 2018

PRESENTS : Mesdames et Messieurs: Marie-Laure GELY, Christine GEORGELIN, Hubert LARDY, Théodora ANGOULVANT, Christine POIRIER, Emmanuel NERON, Bruno BOISSAVIT, Véronique ROBERT, Alexis CHOMMELOUX, Fabrice NORMAND, Hubert LARDY, Patrick LAFFEZ, Yves RAINGEAUD, Sandrine DALLET-CHOISY,

PRESENTS A TITRE CONSULTATIF : Madame et Messieurs : Corinne MANSON, Présidente, Éric-Alain ZOUKOUA, Vice –Président chargé des finances, NICOLE BODET-CASSEREAU, Agent comptable, Philippe DAILLOUX, D.A.F..

EXCUSES : Mesdames et Messieurs: Clovis TAUBER, Jean-Paul CHEMLA, François-Olivier TOUATI, Nathalie LECLERC, Monica ZAPATA, Francis BOURREAU, Véronique MAUPOIL-DAVID, Alain BOTTON, D.G.S..

OBJET	EXPOSE ET PROPOSITIONS	AVIS DE LA COMMISSION
<p><u>Questions diverses</u> : 1) Recherche – Non-application des frais de gestion (laboratoires dépendant d'une unité mixte)</p>	<p>PJ QD1: note argumentaire DRV</p> <p>Le vice-président Recherche expose la demande de non-application des frais de structure pour les labos dépendant d'une unité mixte, dans le cas où le mandataire de gestion est le partenaire de l'université, à l'égal de la situation où c'est l'université qui est le mandataire.</p>	<p>Donne son accord, à l'unanimité, sous réserve de la vérification préalable de la réciprocité dans la non-application de ses frais de structure par l'organisme partenaire.</p>
<p><u>Questions diverses</u> : 2) ASH- MEEF musique : demande de tarification complémentaire</p>	<p>La demande consiste à approuver un tarif par modules pour les étudiants disposant déjà du diplôme et souhaitant se perfectionner sur un ou plusieurs modules qui le composent.</p>	<p>Demande des précisions et repousse en conséquence sa décision à sa prochaine réunion.</p>
<p><u>Présentation du compte financier et de l'exécution budgétaire 2017</u></p>	<p>PJ : compte de résultat, bilan et balance comptable ; tableaux GBCP d'exécution budgétaire</p> <p>L'année 2017 et la première année d'exécution en GBCP avec la version adaptée de SIFAC. Cette reddition des comptes 2017 porte à la fois sur le compte financier habituel et les tableaux d'exécution budgétaire réglementaires :</p> <p>I-s 'agissant du compte financier, le compte de résultat agrégé dégage un excédent de 2 945 K€, contre 3 482K€ en 2016) dont les principaux éléments sont donnés par l'Agent comptable. La CAF s'élève à 6 819K€ contre 6 960K€ en 2016.</p> <p>Les données du tableau de financement et du bilan, également détaillé par l'Agent comptable, font ressortir une variation de fonds de roulement de+ 4 978K€ et un FDR final de 33 121K€, correspondant à 65 jours de fonctionnement courant. La variation de trésorerie s'élève à 4 354K€</p>	

	<p>pour un niveau au 31/12/ 2017 de 45 332K€, soit 89 jours de dépenses de fonctionnement courant.</p> <p>Ce compte financier a été validé par les commissaires aux comptes, qui prescriront probablement la tenue d'un inventaire physique des biens.</p> <p><u>II- s'agissant des tableaux d'exécution budgétaire,</u> l'ensemble est joint au compte financier. Les principales caractéristiques sont présentées dans le diaporama annexé. Il est rappelé que ces tableaux sont basés sur la trésorerie, contrairement au compte financier, qui est établi en comptabilité générale. Il ressort un solde budgétaire de + 1 744K€, contre - 2 714K€ prévu au dernier BR, soit un écart de près de 4 000K€, ce qui est excessif au regard de la sincérité budgétaire. Compte-tenu des opérations pour compte de tiers et du solde de l'emprunt (3 404K€), l'impact sur la trésorerie est un abondement de 4 354K€, contre un prélèvement prévu de 1 083K€ au BR2.</p> <p>Globalement, ces résultats comptables et budgétaires conduisent à un niveau de soutenabilité au moins équivalent à la situation de l'année précédente, en dépit des baisses du résultat et de la CAF.</p> <p>Il est proposé un objectif de solde budgétaire à zéro pour l'année 2018 ainsi qu'une amélioration de la qualité des prévisions budgétaires.</p> <p><u>III- le vote du CA porte sur les approbations :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- du compte financier 2017,- de l'affectation des résultats du budget principal et de la Fondation FR en report à nouveau,- des tableaux GBCP N° 1, 2, 4, 6, 9. <p>Et il prend acte du compte rendu des délégations accordées au président (admissions en non-valeur, remise gracieuse, acceptation des dons et legs, et sorties de l'actif).</p>	<p>Emet un vote favorable, à l'unanimité.</p> <p>En marge de l'ordre du jour, la commission exprime sa volonté de consacrer une séance aux fondations et d'échanger sur la soutenabilité de l'offre de formation.</p>
--	--	---

Prochaine Commission le 30 mars 2018

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS consolidés 2017

Présentés au conseil d'Administration

du 5 Mars 2018

UNIVERSITE DE TOURS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Bilan et Compte de résultat 2017 - Comptes consolidés Université et Fondation universitaire	pages 3 à 5
I. Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation	pages 7 à 12
II. Notes relatives aux postes de bilan	pages 12 à 23
III. Notes relatives aux postes du compte de résultat	page 24 à 26
IV. Autres informations	pages 26 à 28

Compte de bilan consolidé (Université de Tours et Fondation Rabelais) 2017 ACTIF

Etablissement université		Systeme de base BILAN COMPTABLE (Avant répartition)		Date	21.02.2018
Année 2017				Heure	14:44:31
Période 01 à 16				Page	2
ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016	
	Brut	Amortissements & dépréciations (à déduire)	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	5 074 407,50	-4 484 697,86	589 709,64	696 506,74	
Immobilisations corporelles	350 752 683,74	-107 149 031,70	243 603 652,04	243 891 964,66	
Terrains	16 285 900,00		16 285 900,00	16 285 900,00	
Constructions	212 915 737,43	-24 106 216,07	188 809 521,36	193 002 145,14	
Installations techniques, matériels et outillage	83 107 225,61	-53 378 055,72	29 729 169,89	26 061 375,78	
Collections	2 077 269,55	-667 255,40	1 410 014,15	1 229 813,85	
Biens historiques et culturels					
Autres immobilisations corporelles	34 789 078,24	-28 997 504,51	5 791 573,73	5 628 855,00	
Immobilisations mises en concession					
Immobilisations corporelles en cours	1 557 776,11		1 557 776,11	1 486 774,71	
Avances et acomptes sur commandes	19 696,80		19 696,80	197 100,18	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations corporelles (biens vivants)					
Immobilisations financières					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	355 827 091,24	-111 633 729,56	244 193 361,68	244 588 471,40	
ACTIF CIRCULANT					
Stocks	123 563,45		123 563,45		
Créances	20 690 492,93	-123 800,00	20 566 692,93	15 469 685,14	
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	17 578 389,96		17 578 389,96	11 946 434,78	
Créances clients et comptes rattachés	2 781 678,72	-123 800,00	2 657 878,72	3 331 866,95	
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 006,80		1 006,80	9 483,60	
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)					
Créances sur les autres débiteurs	329 417,45		329 417,45	181 899,81	
Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)	247 938,20		247 938,20	192 221,54	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	21 061 994,58	-123 800,00	20 938 194,58	15 661 906,68	
TRESORERIE					
Valeurs mobilières de placement	10 466,35		10 466,35	10 388,44	
Disponibilités	45 344 496,31		45 344 496,31	40 967 129,25	
Autres					
TOTAL TRESORERIE	45 354 962,66		45 354 962,66	40 977 517,69	
Comptes de régularisation					
Ecarts de conversion Actif					
TOTAL GENERAL	422 244 048,48	-111 757 529,56	310 486 518,92	301 227 895,73	

Compte de bilan consolidé (Université de Tours et Fondation Rabelais) 2017 PASSIF

Etablissement université		Systeme de base BILAN COMPTABLE (Avant répartition)	Date
Année 2017			21.02.2018
Période 01 à 16			Heure 14:44:31
			Page 3
PASSIF		Exercice 2017	Exercice 2016
FONDS PROPRES			
Financements reçus		216 202 892,50	218 287 477,25
Financements de l'actif - Etat		175 572 687,86	181 526 491,86
Financement de l'actif par des tiers		40 552 084,64	36 683 985,39
Fonds propres des fondations		78 120,00	77 000,00
Ecart de réévaluation			
Réserves		45 499 577,68	45 499 577,68
Report à nouveau		7 129 866,25	3 428 330,88
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		2 945 703,43	3 481 773,28
Provisions réglementées			
TOTAL FONDS PROPRES		271 778 039,86	270 697 159,09
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		45 750,85	
Provisions pour charges		442 315,20	481 262,20
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		488 066,05	481 262,20
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires			
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers			1 520 000,00
Dettes financières et autres emprunts		4 924 000,00	
TOTAL DETTES FINANCIERES		4 924 000,00	1 520 000,00
DETTES NON FINANCIERES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 068 246,12	1 444 558,49
Dettes fiscales et sociales		4 429 743,42	4 495 070,02
Avances et acomptes reçus		11 823 755,91	12 356 833,28
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		2 191 248,37	2 867 179,20
Autres dettes non financières		585 131,67	217 633,08
Produits constatés d'avance		12 174 826,49	7 148 200,41
TOTAL DETTES NON FINANCIERES		33 272 951,98	28 529 474,48
TRESORERIE			
Autres éléments de trésorerie passive		23 461,03	
TOTAL TRESORERIE		23 461,03	
Comptes de régularisation			
Ecart de conversion Passif			
TOTAL GENERAL		310 486 518,92	301 227 895,77

Compte de résultat consolidé 2017 - Charges

COMPTE DE RESULTAT consolidé 2017		
Université de TOURS		
Charges (hors taxes)		
	Exercice 2017	Exercice 2016
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	76 823,40	64 305,67
Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme	19 970 813,73	19 997 666,72
Charges de personnel	156 216 227,53	154 023 970,91
Salaires, traitements et rémunérations divers	91 544 839,57	90 777 420,69
Charges sociales	64 304 271,81	62 915 075,65
intéressement et participation		
Autres charges de personnel	367 116,15	331 474,57
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables).	6 712 365,97	7 318 297,09
Dotations aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés	15 378 489,32	14 856 404,08
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	198 354 719,95	196 260 644,47
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux prévisions et dépréciations</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	198 354 719,95	196 260 644,47
CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêt		
<i>charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>	7 549,71	2 853,35
<i>Autres charges financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	7 549,71	2 853,35
<i>Impôts sur les sociétés</i>		
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	2 945 703,43	3 481 773,28
TOTAL CHARGES	198 362 269,66	196 263 497,82

Compte de résultat consolidé 2017 - Produits

COMPTE DE RESULTAT consolidé 2017		
Université de TOURS		
Produits (hors taxes)		
	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	176 245 822,03	173 625 546,83
Subventions pour charges de service public	160 470 447,36	156 388 209,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	14 742 720,91	16 267 556,19
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs	163 577,90	61 697,60
Produits de la fiscalité affectée	869 075,86	908 084,04
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	13 549 452,40	14 739 795,10
vente de biens ou prestations de services	13 223 093,88	14 136 195,76
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	326 358,52	603 599,34
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Autres produits	11 505 128,95	11 377 949,08
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	38 947,00	100 000,00
Reprises du financement rattaché à un actif	11 466 181,95	11 277 949,08
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	201 300 403,38	199 743 291,01
PRODUITS FINANCIERS		
Gains de change	7 569,71	1 902,76
revenus des valeurs mobilières de placements		77,33
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	7 569,71	1 980,09
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL PRODUITS	201 307 973,09	199 745 271,10

L'annexe porte sur les comptes agrégés de l'Université de Tours. Ils comprennent les comptes de la fondation universitaire François Rabelais. L'exercice comptable correspond à l'année civile (art 27 du décret n°2008-618 du 27 juin 2008).

La Présidence de l'Université de Tours est confiée depuis le 9 mai 2016 à Monsieur Philippe VENDRIX.

L'université de Tours s'est désengagée de la ComUE Léonard de Vinci en Juillet 2017.

Elle est l'un des membres fondateurs de la ComUE Centre Val de Loire. Les membres fondateurs sont les universités d'Orléans, de Tours, l'INSA de Blois, le BRGM, et le CHRU de Tours. Le décret de création est publié au journal officiel du 27 octobre 2017.

I. **Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation**

A) **Faits caractéristiques.**

L'Université de Tours, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) visé à l'article 1^{er}, alinéas 4 à 6 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), applique en 2017 les prescriptions générales fixées dans le recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP) notamment la nomenclature M-9 pour les comptes.

L'établissement utilise le progiciel SIFAC depuis 2009, actualisé en mode GBCP à partir de l'exercice 2017.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 18 décembre 2017, a modifié ses statuts.

- La première modification concerne le nom de l'Université, qui devient « Université de Tours », en lieu et place de « Université François Rabelais de Tours ». Cette proposition repose sur deux motivations principales : l'article D.711-1 du code de l'éducation selon lequel la dénomination officielle de l'Université est « Université de Tours » ; le résultat de la consultation des personnels organisée en novembre 2017 dont 53.1% des votes se sont portés sur le nom « Université de Tours ».
 - La seconde vise à modifier la représentation des personnalités extérieures au conseil d'administration. En effet, en vertu de l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales, la métropole a pour compétence d'élaborer un programme de soutien et d'aide aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Un représentant de Tours Métropole assiste donc au conseil d'administration de l'Université en lieu et place du représentant de la ville de Tours.
- Comptabilisation des subventions d'équipement :
Toute subvention reçue concernant des travaux ou achats déjà immobilisés est rattachée dans le module des immobilisations aux biens qu'ils ont financés. Il est tenu compte pour le rattachement de la subvention de la date de mise en service du bien. De ce fait une correction d'erreur est faite par le compte 110 et correspond au rattrapage d'amortissement des subventions rattachées à ces immobilisations. (L'impact sur le compte 110 est de 130 705.97 euros pour 2017).

- Comptabilisation des dispositifs d'intervention :
- Le traitement des dispositifs d'intervention, énoncé dans l'instruction comptable BOFIP-GCP-15-0004 du 6 juillet 2015, est appliqué en 2017 sur le compte 4678 dédié. Les subventions versées par l'Etat pour le compte de tiers étaient comptabilisées en 2016 au compte 4419 et au compte 47318.
- Une convention de mise à disposition de bâtiments situés à La Riche, de l'Etat au profit de l'université, demandée en 2016, est en cours de signature auprès du Préfet d'Indre et Loire. La valeur des locaux sera inscrite dans le patrimoine de l'université à la signature des parties.

En 2016, une démarche a été entreprise auprès du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche afin d'accéder à la dévolution du patrimoine.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR) a donné son accord pour entamer l'étude de faisabilité de ce projet. Il devrait être concrétisé en 2018.

- Le seuil au-delà duquel un bien doit obligatoirement être inscrit à l'inventaire est fixé à 1 500€ (au lieu de 4 000€ précédemment) par décision du conseil d'administration du 3/11/2014. Toutefois, la délibération du CA autorise qu'un bien d'une valeur inférieure puisse figurer à l'actif sur décision du responsable d'antenne financière.
- En 2017, la mise en service du bâtiment BIOCUBE a permis d'intégrer les opérations de travaux et de régulariser la TVA calculée selon la méthode de « livraison à soi-même ». De novembre 2015 à décembre 2016, les services fiscaux ont remboursé la TVA déductible sur factures à hauteur de 1 163 k€. L'activité du Biocube étant sous un régime de TVA mixte, un reversement de TVA par l'université de 896 k€ a été effectué en 2017 auprès des services fiscaux.
- Les déclarations de TVA sont établies en appliquant une TVA mixte sur les opérations relevant de la recherche.
- Pour la première fois en 2017 les Presses Universitaires François Rabelais (PUFR) ont valorisé leur stock d'éditions : 123 563.45€
La méthode retenue est celle décrite dans l'instruction BO-impôts 4A-3-01 n°49 du 9 mars 2001, spécifique aux entreprises de l'édition.
Les éditions du PUFR sont classées dans la 2^e catégorie fiscale (ouvrages d'enseignement, de sciences et techniques).
Les livres parus en 2017 sont valorisés à hauteur de 100% du prix de revient, à l'exception de quelques titres dont la mévente constatée autorise une réduction d'assiette, et valorise les ouvrages à 2% du prix de revient.
Les titres de 2016 à 2014 sont valorisés forfaitairement à 2% du prix de revient.
- Différentes corrections ont été comptabilisées avec un impact sur le report à nouveau :
 - + 124 k€ pour l'intégration du stock des Presses Universitaires François Rabelais.
 - + 130 k€ pour la part de subventions amorties rattachées aux immobilisations partiellement amorties.
 - + 1 k€ en régularisation du changement de taux de TVA mixte lié aux reprises du compte 408.
 - - 35k€ régularisation suite à changement de méthode de suivi des dispositifs d'intervention pour compte de tiers de deux recettes dont l'université de Tours a la charge de reversement à un tiers (projets COMHET et INTIM-C-2015).

- Un emprunt « croissance verte » est souscrit depuis le 7 octobre 2016 auprès de la caisse des dépôts et consignations pour un montant de 5 millions d'euros. Il est destiné exclusivement au financement de l'opération de réhabilitation thermique du site Jean Luthier.
- Cet emprunt s'inscrit dans le cadre de la sous-enveloppe « prêt Croissance Verte à taux 0% » (PCV 0%) dédiée aux projets liés à la transition écologique, et notamment les travaux de rénovation thermique des établissements publics.
- Une première tranche de 1 520 k€ euros a été versée fin décembre 2016. Le versement du solde, 3 480 k€, est enregistré le 21 novembre 2017.

B) Comparabilité des comptes

Changement de méthode comptable : L'Université de Tours applique en 2017 les prescriptions générales fixées dans le recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP) notamment la nomenclature M-9 pour les comptes. La nomenclature M-9 appliquée par le décret GBCP se différencie peu de la nomenclature M 9-3 précédemment utilisée. En revanche la présentation des comptes dans le bilan et le compte de résultat diffère, du fait de la nouvelle instruction (BOFIP-GCP-17-0021-du 29/12/2017). En conséquence les comptes 2016 présentés au bilan, au compte de résultat et dans l'annexe ont été reclassés pour fiabiliser la comparaison des deux exercices.

C) Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les opérations pour compte de tiers (OPCT) : les subventions liées à la recherche, (reçues par l'université pour les reverser à des partenaires au projet de recherche), ne transitent plus par le compte de résultat, mais affectent en 2017 les comptes de bilan (compte 4678).

Ceci a un impact sur la réduction des recettes et des dépenses (constatées au compte 65).

D) Autres principes comptables retenus

1-Immobilisations incorporelles

Coût d'entrée :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- Tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des couts historiques.

Durées et modes d'amortissements

Les amortissements économiquement justifiés correspondant à la dépréciation des dits biens sont calculés selon le mode linéaire prorata temporis. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes (durée d'utilité) :

- logiciels : 3 ans
- brevets : 10 ans
- licences en 5 ans

2-Immobilisations corporelles

Coût d'entrée :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- Tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des couts historiques. L'approche par composants est appliquée sur les constructions depuis 2010 selon la décomposition suivante :

Structure :	75%
Couverture :	4%
Electricité :	7%
Plomberie :	9%
Câblage réseau :	5%

Durées et modes d'amortissements :

Les amortissements économiquement justifiés correspondant à la dépréciation des dits biens sont calculés selon le mode linéaire prorata temporis. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes (durée d'utilité) :

- Constructions

- Structure :	40 ans
- Couverture :	25 ans
- Electricité :	25 ans
- Plomberie :	25 ans
- Câblage réseau :	15 ans
- Constructions légères :	20 ans
- Mobilier de bureau :	10 ans
- Mat pédagogique ou scientifique :	10 ans
- Matériel de transport :	5 ans
- Matériel informatique :	4 ans
- Outillages :	10 ans
- Collections-documentation :	10 ans
- Brevets :	10 ans

3 – Stocks

Prix de revient :

- Pour la première fois en 2017 les Presses Universitaires François Rabelais (PUFR) ont valorisé leur stock d'éditions : 123 563.45€
La méthode retenue est celle décrite dans l'instruction BO-impôts 4A-3-01 n°49 du 9 mars 2001, spécifique aux entreprises de l'édition.
Les éditions du PUFR sont classées dans la 2^e catégorie fiscale (ouvrages d'enseignement, de sciences et techniques).
Les livres parus en 2017 sont valorisés à hauteur de 100% du prix de revient, à l'exception de quelques titres dont la mévente constatée autorise une réduction d'assiette, et valorise les ouvrages à 2% du prix de revient.
Les titres de 2016 à 2014 sont valorisés forfaitairement à 2% du prix de revient.

4 - Disponibilités

L'université n'est pas autorisée à effectuer des placements ou à détenir un compte rémunéré, sauf pour les legs.

Elle place la somme de 10 k€, les fonds correspondent au solde d'un legs obtenu en 1969 non affecté.

Le niveau de trésorerie au 31.12.2017 est de 45 331 k€.

5 - Modalités d'évaluation et de dépréciation des créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée chaque année lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

II - Notes relatives aux postes de bilan

1. Tableau des provisions					
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	45 750,85			45 750,85
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pertes sur contrat					
Provisions pour risque d'emploi					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions					
Provisions pour remises en état					
Provisions pour CET	258 580,05			-20 808,00	237 772,05
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	222 682,15			-18 139,00	204 543,15
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement					
Autres provisions pour charges					
Total des provisions	481 262,20	45 750,85	0,00	-38 947,00	488 066,05

Les provisions pour risques concernent les litiges en cours au 31.12.2017, évalués par le service juridique de l'université. Il s'agit d'une contestation sur marché public, et de quatre recours auprès du Tribunal administratif.

Le niveau des comptes épargne temps évalué au 31.12.2017 étant inférieur à la provision comptabilisée en 2016, il est constaté une reprise pour provision non utilisée de 39 k€.

2 – Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations				
Dépréciations des stocks et en-cours				
Dépréciations des comptes de tiers	32 255,00	91 545,00		123 800,00
Dépréciations des comptes financiers				
Total des dépréciations	32 255,00	91 545,00	0,00	123 800,00

3 - Tableau des variations de stocks

Numéro de compte	Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (Entrées)	Variations des stocks en diminution (Sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
30	Animaux et végétaux				
31	Matières premières et fournitures				
32	Autres approvisionnements				
33	En-cours de production de biens				
34	En-cours de production de services				
35	Stocks de produits	0,00	123 563,45		123 563,45
37	Stocks de marchandises				
38	Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation				
	Total des stocks	0,00	123 563,45	0,00	123 563,45

Les stocks des Presses Universitaires François Rabelais sont évalués pour la première fois en 2017, selon les normes précitées.

Notes relatives aux tableaux ci-dessous : immobilisations (4) et amortissements (5).

Les principes généraux de gestion des amortissements et des immobilisations sont rappelés au chapitre précédent « autres principes comptables retenus ».

- **L'amortissement** calculé sur les biens au 31.12.2017 est sensiblement de même niveau que celui calculé au cours de l'année précédente. La date du procès-verbal de réception des travaux est retenue pour le calcul de l'amortissement d'un immeuble. La date de VABF (vérification au bon fonctionnement) est retenue pour l'amortissement des matériels achetés.
- **Des sorties de biens** ont été comptabilisées en 2017 pour 24 k€ de valeur initiale brute, dont une automobile (valeur nette comptable nulle, prix de vente 2 086.20€, un vidéo projecteur et un portable MacBook volés. Leur valeur nette comptable était de 1 911€.
- **L'augmentation des immobilisations « par virement de poste à poste »** correspondent aux travaux « en cours de réalisation » pour lesquels le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ont validé la réception, et ainsi permis l'intégration de la valeur du bien dans le compte d'inventaire comptable définitif.
- **En 2017, de nouvelles immobilisations sont entrées dans l'inventaire pour un montant de 14 846 k€. Elles correspondent pour 57% à l'achat de matériel scientifique.**

Les principales acquisitions ont été faites en majorité dans le cadre du CERTEM 2020 :

- Appareil d'amincissement Taiko pour plaquettes : 1 295 k€
- Equipement de detaping pour plaquettes : 431 k€
- Chromatographe et spectromètre : 439 k€
- Microscope électronique à transmission : 653 k€

20% des entrées concernent l'immobilier : 2 970 k€, en particulier l'aménagement de l'animalerie (907 k€) et les derniers travaux concernant BIOCUBE (706 k€).

12% (1 811 k€) correspondent au matériel divers : informatique : 1 227 k€

Mobilier : 197 k€

Enfin les **travaux immobiliers et achat de matériel en cours** de l'université en 2017 correspondent à 8% des investissements (1 212 k€).

Ils concernent en particulier le bâtiment Y de Grandmont (cuve de neutralisation 285 k€).

4 - Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						0,00
Frais de recherche et développement						0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 516 889,21	98 995,45	148 469,25			4 764 353,91
Droit au bail						0,00
Fonds commercial						0,00
Autres immobilisations incorporelles	301 011,59					301 011,59
Immobilisations corporelles						0,00
Terrains	16 285 900,00					16 285 900,00
Constructions	209 435 714,84	509 509,68	2 970 512,91			212 915 737,43
Installations techniques, matériels, et outillage	73 967 358,33	742 676,10	8 397 191,18			83 107 225,61
Collections	1 771 029,03		306 240,52			2 077 269,55
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)						0,00
Autres immobilisations corporelles	33 000 937,80	720,00	1 811 648,01		-24 227,57	34 789 078,24
Immobilisations mises en concession						0,00
Immobilisations corporelles en cours	1 726 394,26	-1 351 901,23	1 212 021,88			1 586 514,91
Immobilisations grevées de droits						0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)						0,00
Participations et créances rattachées à des participations						0,00
Titres de participation						0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)						0,00
Autres formes de participation						0,00
Créances rattachées à des participations						0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation						0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						0,00
Autres immobilisations financières						0,00
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						0,00
Titres immobilisés (droit de créance)						0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						0,00
Prêts						0,00
Dépôts et cautionnements versés						0,00
Autres créances immobilisées						0,00
TOTAUX	341 005 235,06	0,00	14 846 083,75	0,00	-24 227,57	355 827 091,24

5 – Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				0,00
Frais de recherche et développement				0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 905 228,72	310 519,69		4 215 748,41
Droit au bail				0,00
Fonds commercial				0,00
Autres immobilisations incorporelles	258 684,71	10 264,74		268 949,45
Immobilisations corporelles				0,00
Terrains				0,00
Constructions	16 433 569,70	7 672 646,37		24 106 216,07
Installations techniques, matériels, et outillage	47 905 982,55	5 472 073,17		53 378 055,72
Collections	541 215,18	126 040,22		667 255,40
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels				0,00
Autres immobilisations corporelles	27 372 082,80	1 647 737,66	-22 315,95	28 997 504,51
Immobilisations mises en concession				0,00
Immobilisations corporelles en cours				0,00
Immobilisations grevées de droits				0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)				0,00
Participations et créances rattachées à des participations				0,00
Titres de participation				0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				0,00
Autres formes de participation				0,00
Créances rattachées à des participations				0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation				0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				0,00
Autres immobilisations financières				0,00
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				0,00
Titres immobilisés (droit de créance)				0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				0,00
Prêts				0,00
Dépôts et cautionnements versés				0,00
Autres créances immobilisées				0,00
TOTAUX	96 416 763,66	15 239 281,85	-22 315,95	111 633 729,56

6 – A - Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice	
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé		
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ÉTAT								
Financements non rattachés à un actif	96 973,08	337 874,22					434 847,30	
Financements rattachés à un actif								
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	170 076 974,86			-5 989 031,57			164 087 943,29	
Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété								
Financement des autres actifs :								
État	7 407 925,76	170 713,15		-494 094,36			7 084 544,55	
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA								
Autres	3 944 618,16	287 751,30		-267 016,74			3 965 352,72	
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ÉTAT								
Financements non rattachés à un actif								
Régions	2 446 226,64	3 032 238,33					5 478 464,97	
Départements	171 581,26	-117 371,82					54 209,44	
Communes et groupements de Communes	22 684,84	434 650,16					457 335,00	
Autres collectivités et établissements publics	238 335,39	144 734,63					383 070,02	
Union Européenne	14 736,99						14 736,99	
Autres organismes	110 725,92	-0,31					110 725,61	
Autres	309 187,44	101 820,31					411 007,75	
Financements rattachés à un actif								
Régions	13 915 202,95	2 324 805,16		-1 927 374,34			14 312 633,77	
Départements	4 353 246,84	782 726,19		-811 936,41			4 324 036,62	
Communes et groupements de Communes	8 029 213,70	1 668 391,84		-876 751,03			8 820 854,51	
Autres collectivités et établissements publics	787 295,37	303 735,52		-225 786,59			865 244,30	
Union Européenne	5 557 478,17	17 418,00		-906 923,82			4 667 972,35	
Autres organismes	569 493,33	16 553,31		-68 998,76			517 047,88	
Autres	158 576,55	5 143,18		-28 974,30			134 745,43	
TOTAUX	218 210 477,25	9 511 183,17		0,00	-11 596 887,92	0,00	0,00	216 124 772,50

Ce tableau montre en augmentation les subventions reçues des divers acteurs nationaux et internationaux, ainsi que les variations des produits constatés d'avance (PCA) et les produits à recevoir (PAR).

Les opérations d'inventaire (PAR et PCA) sont passées sur les lignes de « financements non rattachés à un actif ». Leur comptabilisation impacte en majeure partie les opérations liées au service de la recherche.

En diminution sont constatés les amortissements de subventions, au même rythme que les amortissements des actifs auxquels ils sont rattachés.

6 – B - Tableau de variation des capitaux propres

TABLEAU CONSOLIDE DES CAPITAUX PROPRES 2017

COMPTE	LIBELLES	SITUATION AU 01/01/2017	AUGMENTATIONS AU COURS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS AU COURS DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT 2016	MOUVEMENTS COMPTE A COMPTE	RESULTAT 2017	SITUATION AU 31/12/2017
10411	BIENS MIS A DISPOSITION	182 632 114,13						182 632 114,13
10491	REPRISE RESULTAT MISE A DISPO	-12 555 139,27	-5 989 031,57					-18 544 170,84
103	DONS-AFFECTATION	77 000,00	1 120,00					78 120,00
10682	RESERVES FACULTATIVES	45 499 577,68						45 499 577,68
110/119	REPORT A NOUVEAU	3 428 330,88	219 762,09		3 481 773,28			7 129 866,25
101-10413-131-1341 (1)	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	80 488 869,38	9 523 183,17	-12 000,00				90 000 052,55
10493-1349	SUBV INV INSCRITES AU C/ DE RESULTAT	-32 355 366,99	-5 607 856,35					-37 963 223,34
	TOTAL AVANT RESULTAT	267 215 385,81	-1 852 822,66	-12 000,00	3 481 773,28	0,00		268 832 336,43
12	RESULTAT DE L'EXERCICE	3 481 773,28			-3 481 773,28		2 945 703,43	2 945 703,43
	TOTAL APRES RESULTAT	270 697 159,09	-1 852 822,66	-12 000,00	0,00	0,00	2 945 703,43	271 778 039,86

Les augmentations correspondent aux entrées de l'exercice ainsi qu'à la variation entre les extournes des PCA et PAR 2016 et les PCA et PAR 2017

7 – Tableau des filiales et participations

Etat néant

8 – Tableau des créances

Rubriques et postes	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres Créances immobilisées			
Créances de l'actif circulant			
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	17 578 389,96	8 807 690,14	8 770 699,82
Créances clients et comptes rattachés	2 781 678,72	2 627 552,07	154 126,65
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		
Avances et acomptes versés sur commandes	1 006,80	1 006,80	
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		
Créances sur les autres débiteurs	329 417,45	329 417,45	
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	247 938,20	247 938,20	
TOTAUX	20 938 431,13	12 013 604,66	8 924 826,47

Les échéances à plus d'1 an ont été évaluées :

- pour les créances sur les entités publiques : à partir des produits à recevoir (PAR) et des subventions d'investissement à recevoir (SIAR) constatés au 31.12.2017 pour les projets pluriannuels de la recherche se terminant après le 31 aout 2018.

- pour les créances clients et comptes rattachés : solde du compte 416.

Le montant des produits à recevoir intégré dans les postes de créances s'élève à 15 728 k€.

9 – Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts obligataires				
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers				
Dettes financières et autres Emprunts	4 924 000,00	250 000,00	1 000 000,00	3 674 000,00
Dettes non financières				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 068 246,12	2 068 246,12		
Dettes fiscales et sociales	4 429 743,42	4 429 743,42		
Avances et acomptes reçus	11 823 755,91	11 823 755,91		
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	2 191 248,37	2 191 248,37		
Dettes liée au prélèvement sur ressources accumulées				
Autres Dettes non financières	585 131,67	585 131,67		
Produits constatés d'avance	12 174 826,49	12 174 826,49		
TOTAUX	38 196 951,98	33 522 951,98	1 000 000,00	3 674 000,00

L'emprunt « croissance verte » de la caisse des dépôts et consignations de 5 000 k€ est mobilisé en totalité en 2017. L'université a remboursé la première échéance de 76 k€ en remboursement du capital de la première tranche de l'emprunt, mobilisée en 2016.

10 – Valeurs mobilières de placement

TABLEAU DES PLACEMENTS 2017 - livret A caisse d'Epargne

Rubriques \ situation et mouvements	2017			2016		
	Situation au début de l'exercice	Situation à la clôture de l'exercice	revenus de placement 2017	Situation au début de l'exercice	Situation à la clôture de l'exercice	revenus de placement 2016
Livret A	10388.44	10 466.35	77.91	10 311.11	10 388.44	77.33

L'université place la somme de 10 k€, les fonds correspondent au solde d'un legs obtenu en 1969 non affecté.

Le montant des intérêts , connu après le 31 décembre, n'a pas permis la recette budgétaire, mais a été comptabilisé en compte de bilan (produits à titrer).

11 – Comptes de régularisation

Détail des produits à recevoir

	Exercice 2017	Exercice 2016
Immobilier	320 000	30 670
Recherche	15 348 646	11 267 132
Formation continue	6 639	60 328
Autres	53 142	95 451
	15 728 427	11 453 581

Détail des produits constatés d'avance

	Exercice 2017	Exercice 2016
Immobilier	5 546 434	1 821 725
Recherche	3 554 210	2 158 461
Droits d'inscription	2 719 196	2 647 769
Autres	354 987	520 245
	12 174 827	7 148 200

Détail des charges à payer

	Exercice 2017	Exercice 2016
Charges à payer d'exploitation	1 706 312	1 257 700
Charges à payer sur investissements	335 419	126 001
Charges à payer - Passifs sociaux	4 429 745	4 409 948
	6 471 476	5 793 648

Tableau des flux de trésorerie

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS		
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	174 631 890,19	179 751 586,86
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	15 228 496,48	14 136 193,76
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement		
Charges de personnel	158 391 093,88	155 874 884,00
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	25 290 679,88	24 910 504,01
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre		
TOTAL (I)	6 178 612,91	13 102 392,61
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles		
Cessions d'immobilisations financières		
Autres opérations	10 887 373,47	6 725 257,85
DECAISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	14 522 678,27	17 136 305,99
Acquisitions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
TOTAL (II)	-3 635 304,80	-10 411 048,14
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Dotations en capitaux propres		
Emissions d'emprunts	3 480 000,00	1 520 000,00
Autres opérations		
DECAISSEMENTS		
Remboursements d'emprunts	76 000,00	0,00
Autres opérations		
TOTAL (III)	3 404 000,00	1 520 000,00
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GERES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS		
	7 893 087,89	9 245 867,00
DECAISSEMENTS		
	9 486 412,06	7 284 757,00
TOTAL (IV)	-1 593 324,17	1 961 110,00
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	4 353 983,94	6 172 454,47
TRESORERIE A L'OUVERTURE	40 977 517,69	34 805 063,22
TRESORERIE A LA CLOTURE	45 331 501,63	40 977 517,69

La trésorerie augmente de 4 354 k€, elle avait augmenté de 6 172k€ en 2016.

La réception de l'emprunt de 3 480k€ et l'augmentation des produits directs d'activité (meilleure émission de factures et amélioration de leur recouvrement) expliquent cette augmentation.

III - Notes relatives aux postes du compte de résultat

Le résultat de l'exercice 2017 est un excédent global de 2 945 k€, soit une diminution de 536 k€ par comparaison avec 2016. L'augmentation des dépenses est supérieure à l'augmentation des recettes.

A. LES PRODUITS

Ils augmentent globalement de 0.78% (+ 1 563 k€). Le montant total s'élève à 201 308 k€.

a. Ressources propres

Tableau de ventilation des ressources propres 2017			
Comptes	Ventes et prestations de services	Montant en k€	Variation/2016 en k€
7061*	Droits de scolarité	4 371	+ 64
7065*	Formation continue +vae	2549	-21
70661	colloques	140	-560
70662	Prestations de recherche	1 624	-460
70664	Vente de publications	332	+71
70663	Mesures et expertises	3	-63
70683	Locations diverses	222	+21
70684	Mise à disposition de personnel	297	-77
70682/7088	Autres	3685	+114
TOTAL :		13 223	- 6.45%

- Les droits d'inscription sont constatés lors de l'encaissement des droits universitaires ; à la clôture de l'exercice un retraitement est effectué afin de ne laisser en produits que 4/10^{ème} des droits de l'année et un produit constaté d'avance est effectué pour les 6/10^{ème} restants.

- Les prestations de formation continue sont constatées lors de l'émission de la facture à la signature du contrat. Un produit constaté d'avance ou à rattacher est ensuite comptabilisé à la clôture de l'exercice en fonction de l'avancement de la formation.

- La taxe d'apprentissage est titrée à hauteur des dépenses réalisées au cours de l'exercice.

- Les subventions d'exploitation sont titrées dès que les conditions requises par le financeur sont acquises. Les avances ou acomptes sont comptabilisés pour la recherche aux comptes 4419 ou 4191. Des PAR ou PCA sont constatés en fin d'exercice selon la méthode de l'avancement.

Les ressources propres diminuent de 912 k€ (6.45 %) en 2017 :

L'augmentation des recettes liées à la hausse des effectifs étudiants (+ 188 k€ en droits nationaux, -124 k€ en droits spécifiques), l'augmentation des ventes du PUF (+ 71 k€) n'ont pas compensé la diminution significative des recettes liées à l'organisation des colloques (cf. colloque I3E de 2016 - 560 k€) et des prestations de recherche (-460k€).

b. Subventions.

Les principales ressources de l'université proviennent des subventions : Elles correspondent à 92.85% des recettes (hors reprises sur amortissements et provisions). 176 245k€ dont SCSP 160 470k€ et taxe d'apprentissage 869 k€. Elles ont augmenté en 2017 de 2 621k€, particulièrement la subvention pour charge de service public pour 4 082 k€.

c. Recettes « d'ordre comptable »

La quote-part de reprise des financements rattachés aux actifs (subventions) est effectuée selon le même rythme que les investissements qu'ils concernent. La quote-part de reprise de subventions s'élève à 11 466k€.

B. LES CHARGES

Elles augmentent globalement de 1.06 % (+ 2 099 k€). Le montant total s'élève à 198 362 k€ (196 263k€ en 2016).

Les principales dépenses concernent la **masse salariale** : 156 216k€, à laquelle il convient d'ajouter le **personnel détaché** prêté à l'établissement : 309 k€. Elles correspondent à 85,54% des charges (hors amortissements et provisions) et augmentent de 2.2 M€ depuis 2016.

Détail des charges de personnel : l'augmentation majeure se constate sur les charges sociales.

- Rémunérations du personnel : 91 545 k€, (+0.8M€ /année 2016)
- Charges patronales : 64 304k€, (+1.4M€/année 2016), dont charges de retraite 49 353k€
- Prestations diverses 367 k€ (œuvres sociales (85 k€) médecine du travail (64k€) « prestations directes » dont prise en charge d'une partie des frais de restauration CROUS du personnel, ASIU transport pour les plus importants (182k€)).
- Personnel détaché prêté (compte 621) : 309 k€

Les **achats** sont sensiblement de même niveau sur les deux années.

Les **consommations** diminuent de 80 k€. On remarque en particulier une baisse de la consommation des fluides (électricité, eau et frais postaux).

Les **autres charges** de fonctionnement diminuent de 600 k€, en majorité sur les bourses et subventions versées.

C. Résultat financier

Les frais financiers sont exclusivement des pertes de change et sont peu significatives : 20 €.

D. Contrats à long terme

Méthode utilisée pour déterminer le pourcentage d'avancement des contrats en cours :

Les recettes sur conventions pluriannuelles sont reconnues à hauteur des charges engagées sur les projets en tenant compte du pourcentage de financement.

IV - Autres informations

A) Effectifs de l'établissement

L'ensemble du personnel est pris en charge par l'Université depuis 2010 dans le cadre des responsabilités et compétences élargies.

Les tableaux ci-dessous précisent les charges de personnel financés par dotation annuelle de l'Etat et financés sur fonds propres de l'Université.

ETPT 2015		PLAFOND ETAT	PLAFOND UNIVERSITE	TOTAL
BIATSS	TITULAIRES	629		629
	NON TITULAIRES	78	341	419
TOTAL BIATSS		707	341	1048
ENS	TITULAIRES	977		977
	NON TITULAIRES	270	75	345
TOTAL ENSEIGNANTS		1247	75	1322
TOTAL GENERAL		1954	416	2370
ETPT 2016		PLAFOND ETAT	PLAFOND UNIVERSITE	TOTAL
BIATSS	TITULAIRES	626,86		626,86
	NON TITULAIRES	78,02	327,54	405,56
TOTAL BIATSS		704,88	327,54	1032,42
ENS	TITULAIRES	969,07		969,07
	NON TITULAIRES	269,08	84,57	353,65
TOTAL ENSEIGNANTS		1238,15	84,57	1322,72
TOTAL GENERAL		1943,03	412,11	2355,14
ETPT 2017		PLAFOND ETAT	PLAFOND UNIVERSITE	TOTAL
BIATSS	TITULAIRES	624,6		624,6
	NON TITULAIRES	87,72	309,61	397,33
TOTAL BIATSS		712,32	309,61	1021,93
ENS	TITULAIRES	965,97		965,97
	NON TITULAIRES	274,65	118,14	392,79
TOTAL ENSEIGNANTS		1240,62	118,14	1358,76
TOTAL GENERAL		1952,94	427,75	2380,69

B) Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

C) Engagement hors bilan

L'Université doit verser des indemnités lors du décès ou du départ d'un agent selon les modalités suivantes :

- Capital décès : il correspond au dernier traitement annuel d'activité, augmenté de la totalité des indemnités accessoires (autres que l'indemnité de résidence et les avantages familiaux), à l'exception de celles qui sont attachées à l'exercice de la fonction ou qui ont le caractère de remboursement de frais. (cf. code de la sécurité sociale - article D712-19 à D712-24).
- Indemnité de licenciement et indemnité de départ volontaire: la rémunération servant de base au calcul de cette indemnité est la dernière rémunération nette des cotisations de la sécurité sociale et des cotisations d'un régime de prévoyance complémentaire perçue au cours du mois civil précédant le licenciement. Elle ne comprend ni le supplément familial, ni les indemnités pour travaux supplémentaires ou autres indemnités accessoires. (cf. décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 : articles 50 à 56 inclus).

D) Divers

C.A.F. ou I.A.F. à partir du RESULTAT NET	2014	2015	2016	2017
Résultat net comptable (bénéfice ou perte)	2 077 832	4 185 331	3 481 773	2 945 703
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/ 681, 686, 687)	12 263 507	14 689 364	14 856 404	15 378 489
+ V.N.C. des immobilisations cédées (c/ 675)	1 192			
- Reprises sur amortissements et provisions (c/ 781, 786, 787)	8 153 502	11 429 410	11 377 949	11 505 129
- Produits sur cessions d'éléments d'actifs (c/ 775)	96	72 799		
- Produits issus de la neutralisation des amortissements (c/ 776)				
- Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (c/ 777)				
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou I.A.F.)	6 188 933	7 372 486	6 960 228	6 819 064
- Remboursements en capital des emprunts (1)				76 000
= AUTOFINANCEMENT NET (ou I.A.F. Net)	6 188 933	7 372 486	6 960 228	6 743 064

UNIVERSITE DE TOURS	en Euros			
	2014	2015	2016	2017
Fonds de Roulement Net Global	21 287 029	24 028 800	28 142 205	33 120 544
Besoins en Fonds de Roulement	-7 803 396	-10 776 263	-12 835 313	-12 210 958
Trésorerie (y compris V.M.P.)	29 090 425	34 805 063	40 977 517	45 331 502

E) Honoraires des commissaires aux comptes.

Choisi après appel d'offre selon les règles de droit public, Le Cabinet PricewaterhouseCoopers certifie les comptes de l'université de Tours depuis 2010. Le contrat d'audit a été renouvelé en date du 18 Juillet 2016.

Le montant des honoraires des CAC pour l'audit des comptes 2017 s'élève à 27 600 euros HT.



FONDATION FRANCOIS RABELAIS

EXERCICE 2017

1- Bilan au 31/12/2017	page 2
2- Compte de résultat	page 3
3- ANNEXES DES COMPTES ANNUELS	
1- Présentation générale	page 4
2- Faits majeurs de l'exercice	page 4
3- Principe, règles et méthodes comptables	page 4
4- Notes explicatives sur le bilan	page 5
5- Notes explicatives sur le compte de résultat	page 6
6- Compte d'emploi des ressources	page 7

FONDATION RABELAIS

BILAN COMPTABLE

ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES:	78 120,00	77 000,00
<i>Immobilisations incorporelles:</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	Dotations consommables	71 000,00	71 000,00
201 Frais d'établissement					Autres complément dotations		
Frais de rech. et de Dév.					Legs en nature ou en capital:	7 120,00	6 000,00
205 Concessions, brevets, licences,							
208 Autres					Réserves:	267 339,59	332 646,17
Avances et acomptes					Réserves Facultatives		
<i>Immobilisations corporelles:</i>	7 120,00	0,00	7 120,00	6 000,00	Autres (Report à nouveau créditeur)	267 405,99	332 646,17
211 Terrains					Autres (Report à nouveau débiteur)	-66,40	
212 Aménagement terrains					Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte]	-13 879,43	-65 240,18
213 Constructions							
214 Constructions sur sol d'autrui					Subventions d'investissement		
215 Installations techniques, matériels, et outillage					Provisions réglementées		
216 Collections acquises	7 120,00		7 120,00	6 000,00	Total I	331 580,16	344 405,99
218 Autres					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
231 Immobilisations corporelles en cours					Provisions pour risques		
238 Avances et acomptes					Provisions pour charges		
<i>Immobilisations financières</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	Total II	0,00	0,00
275 Autres					DETTES		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 120,00	0,00	7 120,00	6 000,00	Cautionnements		
ACTIF CIRCULANT					Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	0,00	9 528,40
Stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00	Dettes fiscales et sociales		
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00	Dettes sur immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes					Autres dettes		
Créances	0,00	0,00	0,00	135,00	Chèque à payer		
Créances d'exploitation			0,00	135,00	Différences compensées par couverture de change		
Autres créances d'exploitation			0,00		Opérations de trésorerie inter-services (SACD)		
Valeurs mobilières de placement			0,00	0,00	Produits constatés d'avance	0,00	
Disponibilités	324 460,16		324 460,16	347 799,39	Total III	0,00	9 528,40
Charges constatées d'avance			0,00	0,00			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	324 460,16	0,00	324 460,16	347 934,39			
TOTAL GENERAL	331 580,16	0,00	331 580,16	353 934,39	TOTAL GENERAL (I + II+ III)	331 580,16	353 934,39

FONDATION RABELAIS - Compte de résultat 2017

CHARGES		2017		2016		PRODUITS		2017		2016	
		Montant		Montant				Montant		Montant	
CHARGES D'EXPLOITATION (1) :		60 454,23		155 823,51		PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		46 574,80		93 916,66	
Achats de marchandises						Vente de marchandises					
Variation des stocks marchandises (a)						Production vendue :		0,00		3 333,33	
Achat d'approvisionnements (a)						- biens					
Achats non stockés		120,00		563,72		- travaux, études et services				3 333,33	
services extérieurs		1 905,21		1 346,53		Production stockée (b) :		0,00		0,00	
Autres charges externes		35 660,83		90 582,40		- en cours de production de biens					
Impôts, taxes et versements assimilés						- en cours de production de services					
Rémunération du personnel						- produits					
Charges sociales						Production immobilisée					
Dotations aux amortissements et dépréciations						Subventions d'exploitation :		0,00		0,00	
Dotations aux provisions						- Etat					
Autres charges		22 768,19		63 330,86		- Autres					
Frais inscription colloques						Autres produits (2)		46 574,80		87 250,00	
CHARGES FINANCIERES						PRODUITS FINANCIERS (2)					
TOTAL I		60 454,23		155 823,51		TOTAL I		46 574,80		90 583,33	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)						PRODUITS EXCEPTIONNELS (2) (II)					
Impôts sur les bénéfices (III)											
Total des charges (I+II+III)		60 454,23		155 823,51		Total des produits (I+II)		46 574,80		90 583,33	
Solde créditeur : Bénéfice		0,00		0,00		Solde débiteur : Perte		13 879,43		65 240,18	
Total		60 454,23		155 823,51		Total		60 454,23		155 823,51	
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs						(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs					
						(2) Dont reprises sur amortissements et provisions					

(a) Sotock initial moins stock final : montant de la variation en moins précédé du signe (-)

(b) Stock final moins stock final : montant de la variation en moins précédé du signe (-)

ANNEXES FINANCIERES

1- Présentation générale

La Fondation François Rabelais a été créée le 08/12/2008 selon les dispositions du décret n°2008-326 du 7 avril 2008 et principalement de l'article L719-12 du code de l'éducation.

La présidente de la Fondation a été élue le 12 février 2010.

La Fondation a pour missions :

- Soutenir les développements de la recherche et de l'innovation
- Permettre de nouvelles méthodes de formation
- Renforcer le rayonnement culturel de l'Université et sa responsabilité dans des domaines environnementaux et sociaux

2- Faits majeurs de l'exercice

Aucun fait majeur n'est intervenu au cours de l'exercice. La fondation accuse cette année un ralentissement d'activité, les nouveaux membres du service administratif ayant été recrutés tardivement.

3- Principe, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2017 sont établis conformément à l'avis n°2009-01 du 5 février 2009 du conseil national de la comptabilité modifiant le règlement CRC 99-01, relatif aux règles comptables applicables aux fondations et fonds de dotation.

En application de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 portant sur les organismes faisant appel à la générosité publique, la Fondation a établi un Compte d'Emploi des Ressources (CER) qui fait partie intégrante de l'Annexe aux comptes annuels. Les méthodes d'élaboration et de présentation du CER ont été établies en mettant en œuvre les dispositions du règlement CRC 2008-12.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

4- Notes explicatives sur le bilan

4.1 : Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont uniquement constituées de collections ayant fait l'objet d'un don.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend :

- Le prix d'achat après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- Tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

4.2 : Créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour 2017, toutes les créances ont été recouvrées.

4.3 : Disponibilités

Les disponibilités ne concernent que la trésorerie courante. La trésorerie s'élève à 324 460.16 euros au 31 décembre 2017.

4.4 : Capitaux propres

Les **fonds propres** sont constitués de la dotation des membres fondateurs. Il s'agit d'une dotation consommable, c'est-à-dire mobilisable par cinquième pour un montant de 18 000 euros par an. D'un montant à l'origine de 90 000 euros, la fondation a utilisé une première partie de la dotation au cours des exercices précédents.

Il reste aujourd'hui 71 000 euros, correspondant à 4 années de mobilisation des fonds.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 2017 - FONDATION					
	VALEUR AU DEBUT DE L'EXERCICE 2016 en euro	AUGMENTATIONS	AFFECTATION DU RESULTAT	MOUVEMENTS DE COMPTE A COMPTE	VALEUR A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
Dotations pérennes représentatives d'actifs aliénables					
Apports sans droit de reprise					
Autres fonds propres -Dotation consommable					
Dotations consommables initiales	71 000	0			71 000
Dotations consommables complémentaires					
Dotations consommables inscrites au compte de résultat					
Ecart de réévaluation					
Dons et legs	6 000	1120			7 120
Réserves facultatives					
Report à nouveau	332 646,17		-65240,18		267 405,99
Résultat	-65 240,18	-13 879,43	65240,18		-13 879,43
TOTAL	344 405,99	-12 759,43	0	0	331 646,56

5- Notes explicatives sur le compte de résultat

5-1 : Produits de la Fondation

5-1-1 : Dons

Le montant total des dons pour l'exercice 2017 s'est élevé à 37 k€, soit une diminution de 50 k€ (87 k€ perçus en 2016). Les fonds sont d'origine privée et proviennent des particuliers pour 1 K€ et des entreprises pour 36 k€ (même niveau de participation qu'en 2016). Les dons sont comptabilisés lors de leur encaissement ou selon l'échéance prévue dans la convention.

5-1-2 : régularisation

La prise en charge d'une facture reçue en janvier 2017, pour un service fait constaté fin décembre 2016, a dû être rectifiée suite à la détection d'une erreur de TVA. De ce fait l'annulation du bon de commande de 2016 de 9 596,80€ a généré une recette budgétaire au compte 7583. La facture payée sur 2017 est donc neutralisée sur le compte de résultat 2017, seules les masses sont augmentées en dépense comme en recette.

5-2 : Charges de la Fondation

Les charges sont de 60 k€, dont 10 k€ concernent 2016.(cf. § 5-1-2 régularisation). Elles diminuent de 96 k€, principalement sur la partie « salaires » et subvention au CHU de Tours pour l'achat de matériel médical (débitmètre - 41 k€).

5-2-1 : Achats, fournitures et services extérieurs

Ils s'élèvent pour 2017 à 38 k€. Ils sont principalement composés de frais administratifs, de communication et relations publiques ainsi que des salaires d'un doctorant sur quatre mois à hauteur de 10 K€ (salaires doctorants de 69 k€ en 2016).

5-2-2 : Les autres charges de gestion courante se sont élevées à 23 K€ sur 2017 et concernent principalement des versements de subventions pour la recherche (subvention pour le CHU de Tours destinée à l'achat d'un capnomètre, pour 18 k€). Une subvention de 3 k€ a été versée pour les journées d'insertion des étudiants.

6- Compte d'emploi des ressources

FONDATION RABELAIS

Compte d'emploi des ressources 2017

EMPLOI DE L'EXERCICE (en euros)	EMPLOIS 2017 - COMPTE DE RESULTAT	AFFECTATION PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC UTILISEES EN 2017	RESSOURCES DE L'EXERCICE (en euros)	RESSOURCES COLLECTEES SUR 2017 - COMPTE DE RESULTAT	SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC ET UTILISEES SUR 2017
			report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
1-1 Réalisées en France			1-1 Dons et legs collectés		
Actions réalisées directement	21 000	21 000	Dons manuels non affectés	36 250.	
Versement à d'autres organismes agissant en France			Dons manuels affectés	730.	
			Legs et autres libéralités non affectés		
1-2 Réalisées à l'étranger			Legs et autres libéralités affectés		
Actions réalisées directement					
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1-2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			2- AUTRES FONDS PRIVES		
2-1 Frais d'appel à la générosité du public					
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	9 886.91				
	22 620				
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics			3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	16 834.23		4- AUTRES PRODUITS	9 594.80	
TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	60 454.23			46 574.80	
EXCEDENT DE L'EXERCICE			DEFICIT DE L'EXERCICE	13 879.43	



EXERCICE 2017
Conseil de Gestion
Séance du 25 janvier 2018

Délibération n°2018 – 02

Le conseil de gestion s'est réuni le 25 janvier 2018 en séance plénière, sur convocation de la Présidente de la Fondation.

Vu l'article L 719-12 du code de l'éducation,
Vu le décret n° 2008-328 du 7 avril 2008 relatif aux fondations universitaires,
Vu les statuts de la Fondation Rabelais,
Vu le rapport soumis au conseil de gestion,

Point de l'ordre du jour :

3. Comptes financiers 2017

Exposé de la décision :

Conformément au code de l'éducation, le conseil de gestion doit approuver le compte financier et délibérer sur l'affectation des résultats.

Proposition de décision soumise au conseil :

Approbation du compte financier et affectation des résultats pour la Fondation Rabelais

Après en avoir délibéré, le conseil de gestion approuve le compte financier 2017 et ses annexes, procède à l'affectation du résultat au compte 119 – report à nouveau pour – -13 879, 43 €.

Yolande de la Cruz
Présidente de la Fondation Rabelais



Exécution budgétaire 2017

**Conseil d'Administration
du 5 mars 2018**

📍 Université de Tours
60 rue du Plat d'Étain
BP 12050
37020 Tours Cedex 1

🌐 univ-tours.fr

📍 Direction des affaires financières

✉️ daf@univ-tours.fr







Contenu

Rapport de gestion 2017	- 5 -
1. Contexte	- 5 -
1.1. Contexte 2017 pour l'Université de Tours	- 5 -
1.2. La Fondation François RABELAIS	- 7 -
2. Autorisations budgétaires	- 8 -
2.1. Autorisations d'emplois	- 8 -
2.2. Autorisations budgétaires	- 9 -
3. Equilibre financier	- 19 -
4. Analyse de la soutenabilité	- 19 -
4.1. Situation patrimoniale	- 20 -
4.2. Tableau des opérations pluriannuelles :	- 23 -
4.3. Tableau de synthèse budgétaire et comptable.....	- 24 -
Tableaux Budgétaires	- 26 -
1. Autorisation d'emplois	- 27 -
2. Autorisations budgétaires	- 28 -
2.1. Agrégé	- 28 -
2.2. Principal.....	- 29 -
2.3. Fondation	- 29 -
3. Dépenses par destinations et recettes par origine	- 30 -
4. Equilibre financier	- 31 -
5. Opérations pour le compte de tiers	- 32 -
6. Situation patrimoniale	- 33 -
6.1. Agrégé	- 33 -
6.2. Principal.....	- 34 -
6.3. Fondation	- 35 -
7. Plan de trésorerie.....	- 36 -
8. Opérations liées aux recettes fléchées	- 37 -
9. Opérations pluriannuelles.....	- 38 -
10. Détail des opérations pluriannuelles	- 39 -



11. Moyens des unités mixtes de recherche	- 40 -
12. Tableau de synthèse budgétaire et comptable	- 41 -
Tableaux DPGECP.....	- 43 -
1. Tableau de suivi des emplois	- 44 -
2. Tableau de suivi des dépenses de personnel.....	- 46 -
3. Tableau de décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale.....	- 48 -



Rapport de gestion 2017

1. Contexte

1.1. Contexte 2017 pour l'Université de Tours

Le budget 2017 a été exécuté au format indiqué dans le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), pour la première année avec un outil compatible GBCP.

Les comparaisons entre les deux derniers exercices nécessitent donc de retraiter la plupart des données 2016, qui reflétaient encore une comptabilité en droits constatés. Le fonctionnement du nouvel outil permet des productions plus fiables, une fois stabilisé, mais introduit cette année une difficulté liée à la discontinuité entre les deux exercices.

Le conseil d'administration n'a pas délibéré sur le choix de recettes fléchées ou bien sur la création de l'enveloppe fongible pour les contrats de recherches. Ces sujets seront examinés en 2018.

En comptabilité générale, on notera le passage à l'instruction M9, d'où résulte plusieurs reclassements de compte.

Ce rapport complète celui de l'agent comptable basé sur le compte financier, il porte sur les deux entités composant les comptes agrégés, l'Université de Tours (budget principal) et la Fondation François RABELAIS.

Sur le plan financier, 2017 est la seconde et dernière année de mobilisation du prêt « Croissance verte » pour un montant de 3.480K€.

L'année 2017 a été marquée par le développement de plusieurs projets d'envergure dans les domaines de la formation et de la recherche.

1.1.1. Secteur formation :

Dans le secteur de la formation, mise en place de nouveaux projets :

- Le projet de Développement d'Universités Numériques Expérimentales : *New Tech New Teach : vers des pédagogies numériques émergentes* (budget global de 2.536K€). Ce projet a débuté en juillet 2017. La date de début de projet ainsi que le temps de mise en place



n'a pas permis une consommation élevée du budget en 2017. La consommation de crédits sur ce contrat s'est limitée à 32K€ de CP en 2017.

- Le projet *AnthropotoMOOC : MOOC d'apprentissage pratique et théorique de l'anatomie et de la séméiologie humaine* (budget global de 470K€). Ce projet a débuté en mars 2017. La consommation de crédits sur ce contrat a été de 27K€ en CP en 2017.

Poursuite du Master *Erasmus Mundus Infectious Diseases and One Health* (budget global de 2.994K€ sur l'ensemble des partenaires dont 2.244K€ pour l'Université de Tours). Ce projet a débuté en 2016. Les changements de personnels gestionnaires en 2017 ont limités la consommation du budget. La consommation de crédits sur ce contrat s'est limitée à 251,9K€ en CP en 2017.

1.1.2. Secteur de la recherche :

Dans le secteur de la recherche, poursuite des projets existants dont :

- *CERTEM 2020* (budget global de 11,3 Millions d'euros) ;
- *Labex MABIMPROVE* (budget global de 3,8 Millions d'euros) ;
- *ARD I-Pat 2* (budget global de 2,7 Millions d'euros);
- *LIFE* (budget global de 1,4 Millions d'euros).



1.2. La Fondation François RABELAIS

DEPENSES en €	AE			CP		
	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017
Personnel		-	-		-	-
Fonctionnement	66 200	78 200	50 859	66 200	78 200	60 454
% Exécution	76,83%	65,04%		91,32%	77,31%	
Investissement		-	-		-	-
TOTAL DES DEPENSES	66 200	78 200	50 859	66 200	78 200	60 454
% Exécution	76,83%	65,04%		91,32%	77,31%	

RECETTES en €	Budget 2017	Initial	Total 2017	Budget	Exécution 2017
TOTAL DES RECETTES	38 000		38 000		37 115
% Exécution	97,67%		97,67%		

Le résultat 2017 de la fondation est déficitaire de 13 879 € (IAF de même montant) ce qui se traduit par un prélèvement à due concurrence sur le Fond de roulement. Le solde budgétaire, identique à la variation de trésorerie, est déficitaire de 23 339 €. Ce déséquilibre budgétaire et comptable reflète en 2017 encore, un niveau d'activité réduit dans l'attente d'une réflexion stratégique, qui doit être menée au premier semestre 2018, pour déboucher sur un programme d'actions futures.



2. Autorisations budgétaires

2.1. Autorisations d'emplois

(en ETPT)	Plafond d'emplois Etat	Plafond d'emplois ressources propres	Total plafond d'emplois
BR2 2017 (Plafond)	2111	458	2569
Compte financier (Exécuté)	1953	428	2381

Ce tableau est tenu en plafond pendant tout l'exercice budgétaire, alors que le compte financier retrace l'exécution. Ce tableau montre une marge par rapport au plafond d'emplois autorisés, sachant que la véritable contrainte est de disposer de la masse salariale correspondante. Ainsi les éléments du plafond doivent s'apprécier au regard de la masse salariale de l'établissement.



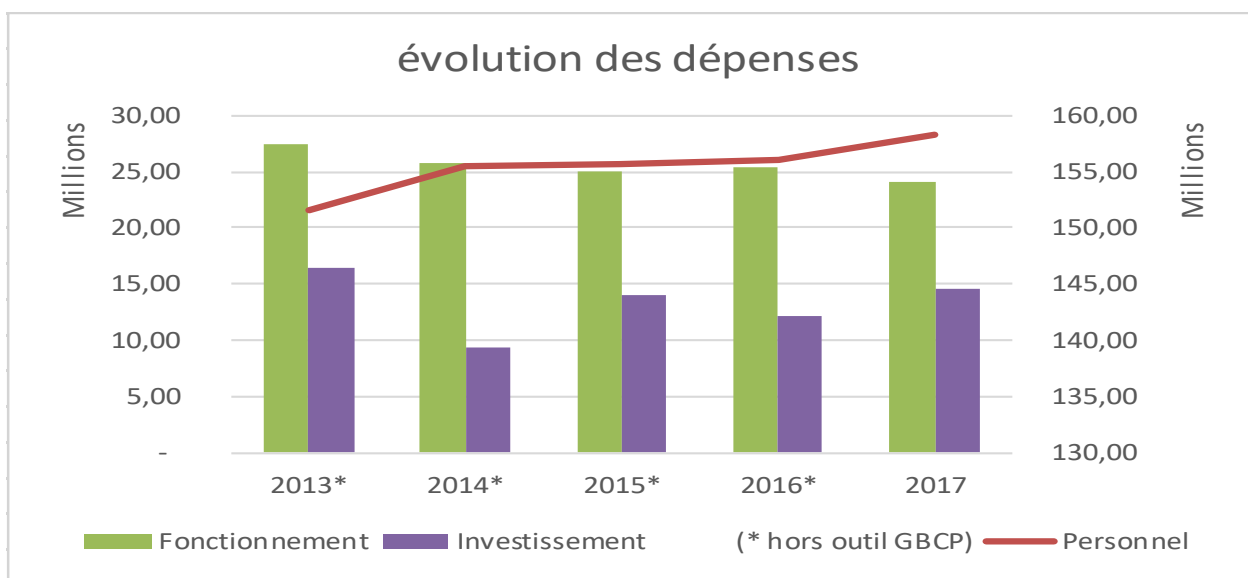
2.2. Autorisations budgétaires

2.2.1. Les dépenses :

Budget Agrégé	AE			CP		
	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017
En K€						
Personnel	157 449	158 963	158 394	157 449	158 963	158 394
% Exécution	100,60%	99,64%		100,60%	99,64%	
Fonctionnement	33 315	32 793	27 259	30 763	29 607	24 174
% Exécution	81,82%	83,13%		78,58%	81,65%	
Investissement	27 817	25 699	23 566	16 912	18 034	14 523
% Exécution	84,72%	91,70%		85,87%	80,53%	
TOTAL DES DEPENSES	218 582	217 455	209 219	205 125	206 604	197 091
% Exécution	95,72%	96,21%		96,08%	95,40%	

Les taux d'exécution globaux des dépenses ne sont pas significatifs, en raison du poids de la masse salariale, exécutée comme toujours un niveau proche de 100%. Même si l'on intègre le nouveau mode de comptabilisation, les taux d'exécution du fonctionnement demeurent faibles avec une exécution qui ne dépasse pas les 84% en Autorisations d'Engagements et 82% en crédits de paiements. Même remarque concernant l'investissement, bien que sa nature soit plus erratique et que les taux de consommations soient tout de même situés à plus de 91% en AE et près de 81% en CP.

En conclusion, les prévisions en dépenses de fonctionnement et d'investissement, comme l'exécution de ces prévisions doivent encore être améliorées afin de permettre d'afficher en exécution 2018 des taux d'exécution supérieurs à 90%.



L'évolution des dépenses sur les 5 dernières années, montre des efforts continus pour maîtriser ses dépenses de fonctionnement (CP). Ces efforts sont cependant annihilés par une augmentation de la masse salariale.

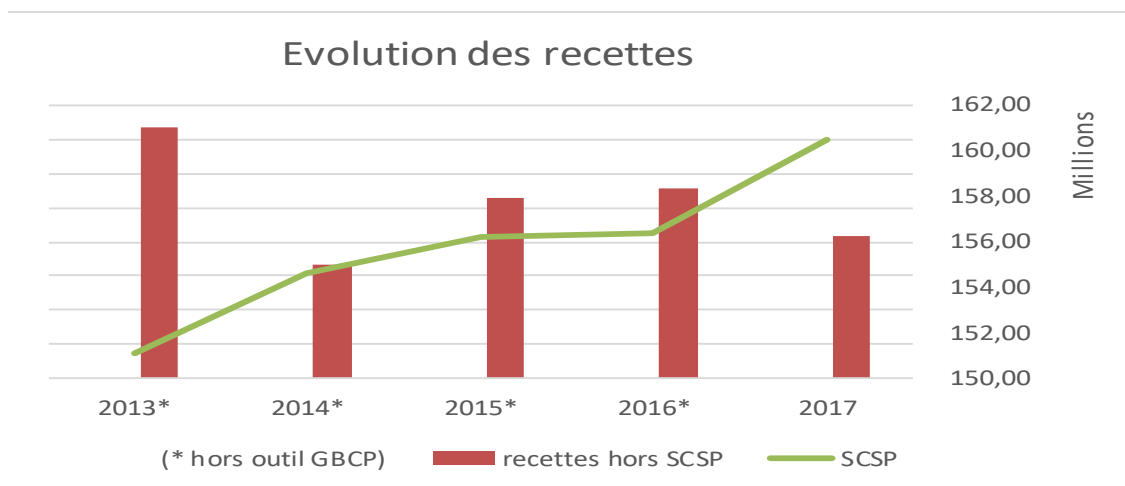
Les dépenses d'investissement quant à elles, varient de manière plus erratique, de 9 à 16 millions d'euros (14,5 en 2017), en fonction du volume et de l'avancement de chaque projet de recherche et surtout des opérations immobilières.

2.2.2. Les recettes :

L'ensemble des recettes est globalisé, une réflexion sera menée en 2018 sur le fléchage potentiel de certaines catégories de recettes.

Recettes globalisées en K€	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017
TOTAL DES RECETTES	199 809	204 430	198 837
% Exécution	99,51%	97,26%	

S'agissant des recettes, les taux d'exécution, en comptabilité budgétaire, restent satisfaisants, même en partie induits par le poids de la subvention pour charge de service public (SCSP) dans le budget.

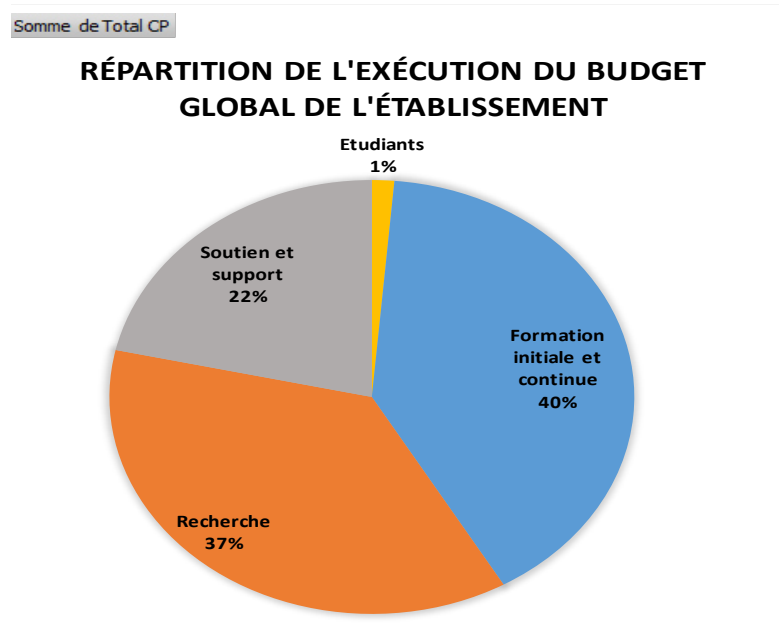


2.2.3. Détails sur les dépenses :

a. Les dépenses par destination

domaine fonctionnel (en K€)	Total AE	Total CP
Licence	47 461	47 243
Master	29 252	29 183
Doctorat	2 889	2 914
Sciences de la vie, biotechnologie, santé	25 794	25 224
Mathématiques, sciences et techniques de l'informatique	5 505	5 502
physique chimie et sciences pour l'ingénieur	12 426	12 055
Physique nucléaire et hautes énergies	-	-
science de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 885	1 838
science de l'homme et de la société	21 269	20 827
Recherche Transverse	7 189	7 175
Bibliothèques et documentation	6 394	5 808
Diffusion savoirs musées	259	259
Immobilier	20 859	12 320
Pilotage et support	25 247	24 033
Aides directes aux étudiants	125	125
Aides indirectes	-	-
Santé des étudiants activité associative	2 662	2 582
Total	209 216	197 088

Les dépenses globales de l'établissement pour 2017 sont de 209.2 millions d'euros en autorisations d'engagements et 197.1 millions d'euros en crédits de paiement.



40% des crédits de paiement ont été consacrés aux dépenses directes de formation et 37% aux dépenses directes de recherche. Les fonctions pilotage et support représentent 22% des décaissements.



b. Les taux d'exécution par domaine

En K€	AE			CP		
	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017	Budget Initial 2017	Total Budget 2017	Exécution 2017
Immobilier	17 647	13 291	12 273	5 279	4 728	4 045
% Exécution	69,54%	92,34%		76,62%	85,55%	
Recherche	28 492	27 188	22 598	28 448	26 087	21 127
% Exécution	79,31%	83,12%		74,27%	80,99%	
Formation (hors heures complémentaires en prévision)	13 494	14 847	17 016	13 237	14 392	16 287
% Exécution	126,11%	114,61%		123,04%	113,17%	
Autres y compris masse salariale Etat (et heures complémentaires en prévision)	158 882	162 051	157 281	158 095	161 318	155 572
% Exécution	98,99%	97,06%		98,40%	96,44%	

L'éclatement des taux d'exécution par domaine fait apparaître, en 2017, une insuffisance de réalisation pour la recherche et, dans une moindre mesure pour l'immobilier. Une attention particulière sera portée en 2018 afin d'affiner les budgets et optimiser les exécutions plus particulièrement dans ces domaines.

c. Dépenses par nature

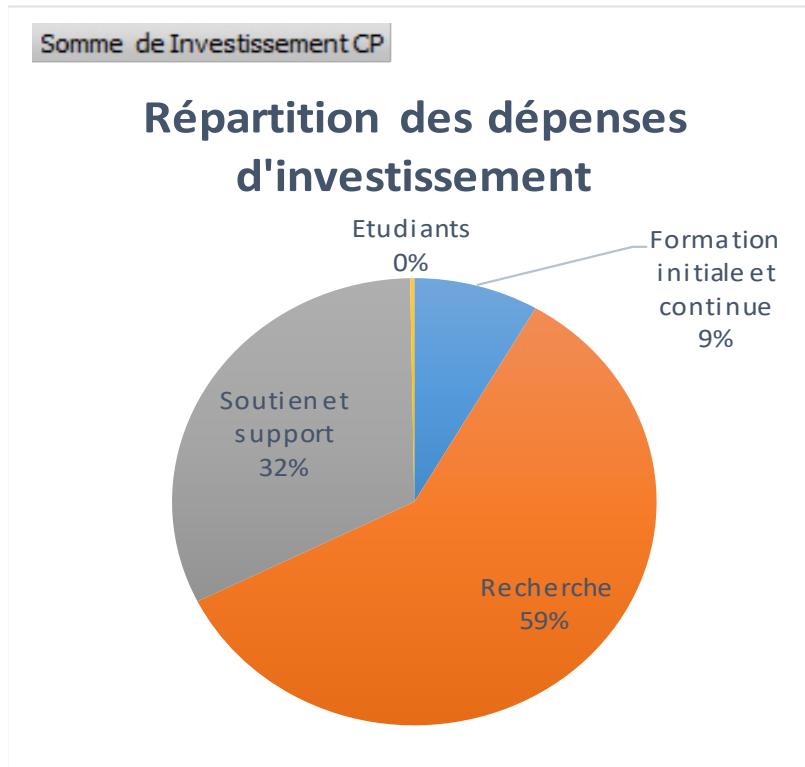
Dépenses de fonctionnement (CP) exécutées (en K€)	2016	2017	Commentaires
Personnel	156 011	158 391	PPCR 2 049
Dépenses d'activité et autres	25 396	24 174	Subventions et autres charges: -762; Bourses et exonération droits et aide à la mobilité (+115); Impact subventions reversées classés en OPCT en 2017; Impact colloque IEEE (-387); Nouvelle taxe TICGN (+129); Economie sur frais de téléphone-postaux (-41); (Frais de missions: stables).
Total (hors investissement)	181 407	182 265	+ 1 158

L'évolution des dépenses en 2017 par rapport à 2016 s'explique d'abord par une augmentation importante des dépenses de personnel, s'expliquant en partie par la PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations).

Les autres dépenses de fonctionnement sont en baisse, bien que la comparaison est plus compliquée entre les exercices due au changement d'outil et de mode de comptabilisation maintenant 100% GBCP. La diminution globale recouvre une hausse des bourses et aides à la mobilité, une augmentation des frais de colloques (près de 50% après neutralisation de l'impact du colloc IEE sur 2016), des charges complémentaires (paiement des intérêts moratoires et de la pénalité handicap). Certaines dépenses sont stables, c'est le cas des frais de déplacements. Les économies réalisées sur l'eau (-3%) et l'électricité (-7%) ne permettent pas de réduire les dépenses de fluides du fait de la nouvelle taxe intérieure de consommation de gaz naturel qui augmente de 24% le coût de la fourniture de chaleur. Enfin, une réduction importante a été obtenue sur les dépenses d'affranchissement, qui sont en baisse de 12%.

La plus grande diminution est cependant due au changement de méthode de comptabilisation des opérations pour compte de tiers qui ne sont plus prises en compte dans la comptabilité budgétaire en 2017.

2.2.4. Les dépenses d'investissement



Les dépenses d'investissement concernent majoritairement la recherche, bien que les dépenses immobilières soient incluses dans les dépenses de soutien et support.

Cette répartition s'explique par une activité limitée sur les gros travaux prévus initialement au niveau établissement et des coûts d'achats de matériels scientifiques élevés.

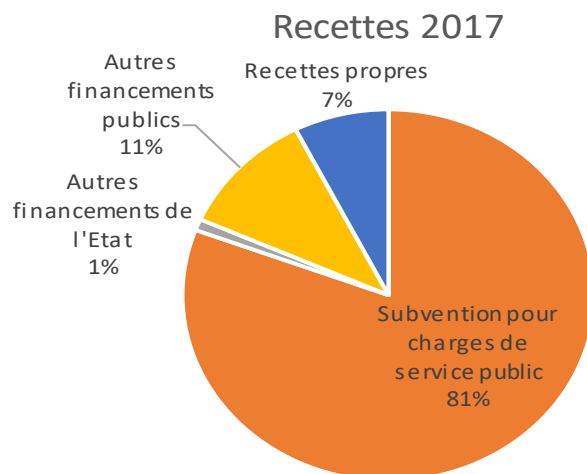


Les principaux programmes et opérations d'investissement immobilier sont présentés dans le tableau suivant :

OPÉRATIONS (en K€)	COÛT TOTAL OPÉRATION (Estimé BR2 2017)	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CRÉDITS DE PAIEMENT		COMMENTAIRES
		BUDGET	EXECUTE	BUDGET	EXECUTE	
Tanneurs - Réfection du clos et du couvert - 1ère tranche	12 000	40	35	40	23	Opération en cours de définition
Luthier - Réfection clos bâtiments	11 000	427	427	260	209	Réalisation de la 2e tranche en cours - 1ère tranche terminée
Tonnellé - Réhabilitation du bâtiment VIALLE	7 000	6 955	6 707	125	18	Engagement mandat maîtrise d'ouvrage en 2017 - Début travaux prévu fin 2018
Tous sites - Mise en place de compteurs communicants pour la gestion des fluides - 2e tranche (chauffage)	458	40	39	40	38	Réalisation de la 2e tranche en cours - 1ère tranche terminée en 2017
Grandmont - Etude cuve de neutralisation Bâtiment Y	375	340	302	332	278	Fin des travaux prévue 1er semestre 2018
Plat d'Etain - Travaux d'aménagement des locaux	232	225	205	228	144	Fin des travaux prévue 1er semestre 2018
Site La Riche - Aménagement du 2e étage pour l'école d'Orthophonie	210	2	1	19	19	Achevée Réception des travaux le 22/07/2016
Tonnellé - Construction d'un CRL en médecine	200	33	28	62	57	Achevée Réception des travaux le 22/12/2016
<i>construction de l'Institut Français des Biomédicaments</i>	<i>7 279</i>	<i>1 197</i>	<i>941</i>	<i>1 197</i>	<i>941</i>	<i>LASM réalisée le 30/11/2017</i>
TOTAL Opérations	38 754	9 259	8 685	2 303	1 727	

2.2.5. Les recettes

a. Les recettes par origine



b. Les principales recettes de fonctionnement :

exécution (RE en K€)	2016	2017	Commentaires
SCSP	156 388	160 460	Impact RIFSEEP, dotation démographie étudiante, revalorisation point d'indice
Recettes d'activité	13 812	12 677	Baisse prestations recherche, colloque IEEE (-573) Hausse droits d'inscription (64)
Versement pour Taxe d'Apprentissage	908	869	VAR : -39 érosion continue de cette recette
Autres recettes courantes	202	280	VAR: -78 K. Les versements d'IJSS sont désormais enregistrés en réduction charge salaires (-30) en 2017

La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) marque une augmentation sensible, de près de 4 millions d'euros, quasiment totalement affectée à la couverture de dépenses de personnel.

La diminution des recettes hors SCSP est en partie due à la GBCP qui ne comptabilise les recettes que lorsqu'elles sont encaissées, contrairement à la comptabilité générale, qui les enregistre lorsqu'elles sont exigibles. Cependant,



la diminution du financement des activités de recherche, n'est pas non plus étrangère à cette diminution.

	BR2 2017	Notification définitive
Masse salariale	144 458 624	144 572 478
Masse salariale actions spécifiques	171 631	143 027
Fonctionnement et compensation	15 517 169	15 517 169
Actions spécifiques	309 025	401 906
Opérations immobilières	700 000	700 000
Réserve de précaution	- 874 549	- 874 549
Programme 172	-	
Total	160 281 900,00	160 460 031,00

L'exercice budgétaire 2017 a connu deux budgets modificatifs : un BR1 principalement dicté par l'incorporation des reports et la prise en compte de la notification définitive de la SCSP, et un BR2 de réduction des crédits, correspondant à l'ajustement aux consommations prévisionnelles de fin d'année. Les résultats d'exécution relativement homogène par rapport à l'an passé obligent à réfléchir en 2018 à l'amélioration de la sincérité des prévisions budgétaires, ce qui passe par une relance du dialogue de gestion et la recherche d'un meilleur cycle de gestion budgétaire.



3. Equilibre financier

CP/RE (en K€)	budget 2017	exécution	Commentaires
Dépenses	206 604	197 088	
Recettes	204 430	198 832	
Solde budgétaire	-2 714	1 744	VAR: 3 920 K€
Solde des opérations pour compte de tiers	-2 312	-794	var. résultant en partie (799K€) des opérations non rapprochées au 31/12/17
Solde emprunt	3 404	3 404	Variation de la dette pour emprunt
Abondement/prélèvement de trésorerie (-)	-1 083	4 354	VAR: 5 437K€

Le tableau d'équilibre financier fait ressortir l'impact sur la trésorerie des opérations budgétaires et non budgétaires.

S'agissant du solde budgétaire, le déficit prévu devient un excédent du fait d'une moindre réalisation des dépenses par rapport aux recettes. En effet, la variation de ce solde, de près 4 M€ s'explique par une exécution budgétaire en recette de 97% contre une exécution budgétaire en dépense de 95%. Cet écart entre prévision et réalisation indique une marge de progression dans la prévision budgétaire et/ou dans l'exécution de nos budgets.

Le solde des opérations pour compte de tiers (O.P.C.T.), telles les aides à la mobilité, la sécurité sociale étudiante, la TVA,...etc., est également moindre que prévu, d'où finalement un abondement de la trésorerie de 4 354K€.

4. Analyse de la soutenabilité

La soutenabilité budgétaire consiste à apprécier la capacité à présenter une programmation budgétaire permettant d'honorer les engagements souscrits ou prévus et de maîtriser leurs conséquences budgétaires en cours d'année et les années ultérieures. L'analyse de la soutenabilité repose sur les informations portées par la comptabilité budgétaire (trésorerie et engagements pluriannuels) et en complément, celles issues de la situation patrimoniale établit par la comptabilité générale (compte de résultat, bilan et tableau de financement).



4.1. Situation patrimoniale

4.1.1. Données du compte de résultat

Données du compte de résultat	Budget agrégé		VAR
	2016	2017	
(en K€)			
Résultat	3 482	2 946	-536
Dotation aux amortissements/ provisions (DAA/P)	14 856	15 378	
Reprises sur amortissements et provisions	-11 378	-11 505	
<i>Dotation nette aux amortissements</i>	<i>3 478</i>	<i>3 873</i>	+395
CAF	6 960	6 819	-141

La baisse du résultat de 15% est à relativiser car le montant 2017 est tout à fait convenable pour un établissement ayant nos caractéristiques financières et elle fait suite à plusieurs exercices avec des excédents significatifs. De même pour la diminution de la capacité d'autofinancement (CAF), atténuée par la hausse de la dotation nette aux amortissements.

Cela doit néanmoins inciter à la vigilance car ces baisses résultent en partie de diminutions de ressources propres.



4.1.2. Ratios et soldes caractéristiques sur le compte de résultat

Soldes (K€) et ratios	2016	2017	EVOLUTION	Commentaires
Charges de personnel/produits encaissables	82, 83 %	82, 50 %	-0,33pt	Seuil de vigilance : 82% et limite : 83%
Excédent brut d'exploitation	11 645	11 027	-5,3 %	En baisse légère
Ratio CAF/produits encaissables	3,70%	3,60%	-0,1pt	Épargne dégagée par l'exploitation ; seuil de vigilance : 1%
Résultat net	3 482	2 946	-15,3%	Niveau reste bon au regard de taille, du niveau de nos ressources et de la conjoncture.



4.1.3. Données du tableau de financement

Données du tableau de financement	Budget agrégé		VAR
	2016	2017	
en K€			
Capacité d'autofinancement	6 960	6 919	-536
Financement de l'actif par l'État	4 009	796	
Autres ressources	3 606	8 805	
Augmentation des dettes financières	1 520	3 480	
TOTAL DES RESSOURCES	16 096	19 900	3804
Investissements	12 236	14 846	
Remboursement des dettes financières	-	76	
TOTAL DES EMPLOIS	12 236	14 922	2 686
Apport(+) au fonds de roulement	3 860	4 978	1 118

L'exercice 2017 se solde par un abondement du fonds de roulement (FDR) de près de 5M€, mais retraits de l'emprunt contracté, il est limité à + 1 574 K€.

Le niveau de réalisation de l'investissement (80,56% en CP) explique aussi l'accroissement du FDR, même si la hausse des ressources est le premier facteur.

4.2. Tableau des opérations pluriannuelles :

Opérations (en K€)	Montant de l'opération	Autorisations		Crédits de paiement		Restes	
		Conso AE < N	Conso AE N	Conso CP < N	Conso CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommés <= N (CP)
	(1)	(3)	(6)	(8)	(11)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
total contrats de recherche	73 553	29 657	18 423	29 657	17 123	25 473	1 300
Total Contrat d'enseignement	6 257	515	426	515	415	5 315	12
Total programmes pluriannuels d'investissement	45 092	10 110	10 144	9 994	2 741	24 838	7 519
Total	124 902	40 282	28 993	40 166	20 278	55 627	8 831

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			Restes à encaisser > N
			Montant	Encaissements < N	Encaissement N	
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
total contrats de recherche	73 553	484	73 069	20 815	13 235	39 020
Total Contrat d'enseignement	6 257	1 669	4 588	374	1 104	2 596
Total programmes pluriannuels d'investissement	45 092	11 093	33 999	13 300	2 704	16 941
Total	124 902	13 247	111 655	34 489	17 042	58 557

Pour les opérations de recherche représentent 540 contrats en cours d'exécution.

Les Restes A Payer permettent d'appréhender la soutenabilité sur le moyen/long terme ; ils sont des « quasi-dettes » pour les exercices futurs. L'ensemble des opérations pluriannuelles induit pour les exercices postérieurs à 2017, un reste à engager sur AE de 55 627K€ et un reste à payer sur AE ouvertes de 8 831K€.



Les restes à encaisser s'élèvent à 58 557K€. Au total, l'établissement est en avance de décaissement de 2 930€ pour les exercices postérieurs à 2017 (hors participation en fonds propres sur les opérations qui représentent 13 247K€).

4.3. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Budget agrégé (en K€)	exécution 2016	exécution 2017
Variations		
FONDS DE ROULEMENT (Apport)	4 113	4 978
BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-2 059	624
TRESORERIE	6 172	4 354
Niveau final		
du FONDS DE ROULEMENT	28 142	33 121
du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-12 835	-12 211
de la TRESORERIE	40 978	45 332

La variation de la trésorerie est de 4 354K€, pour un niveau de trésorerie au 31/12/2017 de 45 332 K€, ce qui correspond à 89 jours de dépenses décaissables (81 jours au 31/12/2016). L'analyse du plan de trésorerie ne révèle pas de niveau infra annuel anormalement élevé ou bas.

Le fonds de roulement s'accroît parallèlement de 4 979K€, dont 3 404K€ d'augmentation de dettes pour emprunts, ce qui représente 65 jours de dépenses, contre 56 jours au 31/12/2016.



Compte tenu des évolutions du FDR, Besoin en Fonds de Roulement et de la Trésorerie, la soutenabilité à court/moyen terme ne soulève pas d'inquiétude. La conclusion est la même lorsqu'on examine la situation à plus long terme, à partir du reste à honorer sur nos opérations pluriannuelles, largement couverts par le reste à encaisser et notre niveau de trésorerie.

Le Président,

Philippe VENDRIX



Tableaux Budgétaires

EPSCP - synthèse des documents budgétaires		
Intitulé du tableau	Périmètre	Soumission au CA
Tableau emplois	budget de l'établissement	Pour vote
Tableau autorisations budgétaires	budget principal budget annexe budget agrégé SIE budget de l'établissement	Pour vote
Tableau dépenses par destination + recettes par origine	budget principal budget agrégé budget de l'établissement	Pour information
Tableau équilibre financier	budget de l'établissement	Pour vote
Tableau opération pour compte de tiers	budget de l'établissement	Pour information
Situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	budget principal budget annexe budget agrégé SIE budget de l'établissement	Pour vote
Tableau plan de trésorerie	budget de l'établissement	Pour information
Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	budget principal budget agrégé budget de l'établissement	Pour information
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles	budget de l'établissement	Pour vote
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	budget de l'établissement	Pour information
Tableau UMR	-	Pour information

Tableau 1
Tableau des emplois - Exécution - 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
		Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	966 (1)
CDI			3	7
Non permanents		CDD	272	386
S/total EC		1 241	118	1 359
Dont Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS		11		11
BIATOSS	Permanents	Titulaires	625 (2)	625
		CDI	43	124
	Non permanents	CDD	44	273
S/total Biatoss		712	310	1 022
Totaux		1 953 (3)	428	2 381
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat		2 111 (5)	Plafond global des emplois voté par le CA	2577

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

TABLEAU 2 - Exécution AGREGE - 2017

Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

DEPENSES							RECETTES			
	AE			CP			Montants			
	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	
Personnel	156 010 625	158 963 043	158 391 094	156 010 625	158 963 043	158 391 094	197 502 769	204 429 830	198 831 703	Recettes globalisées*
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	45 113 950	44 888 129	45 904 406	45 113 950	44 888 129	45 904 406	156 388 209	160 281 900	160 460 031	Subvention pour charges de service public
							6 082 934	2 749 769	1 969 296	Autres financements de l'Etat
								-	-	Fiscalité affectée
							17 075 740	25 448 116	21 607 745	Autres financements publics
							17 955 886	15 950 046	14 794 631	Recettes propres
Fonctionnement	25 396 469	32 792 619	27 259 000	25 396 469	29 607 090	24 173 924				
Investissement	12 236 118	25 698 974	23 565 577	12 236 118	18 033 847	14 522 678				Recettes fléchées**
										Financements de l'Etat fléchés
										Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	193 643 212	217 454 637	209 215 671	193 643 212	206 603 980	197 087 696	197 502 769	204 429 830	198 831 703	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)				3 859 557	-	1 744 007	-	2 174 150	-	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 2 - Exécution PRINCIPAL - 2017
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

DEPENSES							RECETTES			
	AE			CP			Montants			
	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	
Personnel	156 010 625	158 963 043	158 391 094	156 010 625	158 963 043	158 391 094	197 412 186	204 391 830	198 794 588	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	45 113 950	44 888 129	45 904 406	45 113 950	44 888 129	45 904 406	156 388 209	160 281 900	160 460 031	Subvention pour charges de service public
							6 082 934	2 749 769	1 969 296	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	Fiscalité affectée
							17 075 740	25 448 116	21 607 745	Autres financements publics
							17 865 303	15 912 046	14 757 516	Recettes propres
Fonctionnement	25 240 645	32 714 419	27 208 140	25 240 645	29 528 890	24 113 470				
Investissement	12 236 118	25 698 974	23 565 577	12 236 118	18 033 847	14 522 678				Recettes fléchées*
										Financements de l'Etat fléchés
										Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	193 487 388	217 376 437	209 164 811	193 487 388	206 525 780	197 027 242	197 412 186	204 391 830	198 794 588	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)				3 924 798	-	1 767 346	-	2 133 950	-	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 2 - Exécution FONDATION - 2017
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

DEPENSES							RECETTES			
	AE			CP			Montants			
	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	
Personnel							90 583	38 000	37 115	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>										Subvention pour charges de service public
										Autres financements de l'Etat
Personnel autres										Fiscalité affectée
Personnel sur opérations pluriannuelles de recherche										Autres financements publics
							90 583	38 000	37 115	Recettes propres
Fonctionnement	155 824	78 200	50 859	155 824	78 200	60 454				
Investissement										Recettes fléchées*
										Financements de l'Etat fléchés
										Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	155 824	78 200	50 859	155 824	78 200	60 454	90 583	38 000	37 115	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)				-	-	-	65 241	40 200	23 339	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 3

épenses par destination et recettes par origine - Exécution 2017

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	156 158 457	156 158 457	26 781 652	23 739 348	23 488 989	14 482 559	206 429 098	194 380 364
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	43 771 437	43 771 437	2 867 750	2 641 424	821 423	829 974	47 460 610	47 242 835
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	26 770 959	26 770 959	2 139 140	2 074 054	342 331	338 265	29 252 430	29 183 278
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	1 502 139	1 502 139	1 355 919	1 369 401	30 828	42 937	2 888 886	2 914 478
D105 - Bibliothèques et documentation	4 272 915	4 272 915	1 736 555	1 162 671	384 205	372 264	6 393 674	5 807 850
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	19 453 083	19 453 083	2 987 132	2 716 873	3 354 086	3 053 719	25 794 301	25 223 675
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 255 865	5 255 865	236 778	233 697	12 023	12 023	5 504 666	5 501 585
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 669 711	5 669 711	1 125 263	1 123 932	5 630 567	5 260 921	12 425 541	12 054 564
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 414 978	1 414 978	287 882	260 098	182 061	163 359	1 884 921	1 838 435
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	19 162 476	19 162 476	1 725 520	1 541 788	381 067	122 836	21 269 063	20 827 099
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	7 070 572	7 070 572	118 881	104 707	-	-	7 189 453	7 175 279
D113 - Diffusion des savoirs et musées	252 672	252 672	6 415	6 282	-	-	259 086	258 954
D114 - Immobilier	3 634 104	3 634 104	5 890 199	5 212 600	11 335 124	3 473 106	20 859 427	12 319 810
D115 - D204 - Pilotage et support	17 927 548	17 927 548	6 304 219	5 291 819	1 015 274	813 154	25 247 040	24 032 521
Étudiants	2 232 637	2 232 637	477 347	434 576	76 588	40 118	2 786 572	2 707 332
D201 - Aides directes aux étudiants	17 451	17 451	107 420	107 420	-	-	124 871	124 871
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 215 187	2 215 187	369 927	327 156	76 588	40 118	2 661 702	2 582 461
Total	158 391 094	158 391 094	27 259 000	24 173 924	23 565 577	14 522 678	209 215 670	197 087 696
							SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	1 744 007

Tableau des recettes par origine

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées			Recettes flechées			Total	
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat flechés	Autres financements publics flechés	Recettes propres flechées
Subvention pour charges service public	160 460 031				0			
Droits d'inscription					4 012 135			
Formation continue diplômes propres VAE					2 797 513			
Taxe d'apprentissage					869 076			
Contrats prestations recherche hors ANR					650 788			
Valorisation					755 736			
ANR investissements d'avenir				- 148 409				
ANR hors investissements d'avenir				1 102 191				
Subvention exploit & financ actif Région				10 745 378				
Subvention exploit & financ actif UE				1 565 186				
Subvention exploit & financ actif Autres		1 969 296		8 430 540	893 205			
Fondations fonds propres réserves dons					115 558			
Autres recettes				- 87 140	4 700 619			
Total	160 460 031	1 969 296	-	21 607 745	14 794 631			198 831 703
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	-

Tableau 4
Équilibre financier - Exécution 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017		Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Solde budgétaire (déficit)	-	2 174 150	-		-	-	1 744 007
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>		2 133 950	-				1 767 346
<i>dont solde budgétaire budget Fondation</i>		40 200	23 339				-
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements		76 000	76 000			3 480 000	3 480 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)		10 587 919	9 486 412			8 275 117	7 893 088
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			1 116 756				1 916 057
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)		12 838 069	10 679 168	et		11 755 117	15 033 152
ABONDEMENT de la Trésorerie	-	-	4 353 984	ou	-	1 082 952	-
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>	-	-	-	ou	-	-	-
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	0	-	4 353 984	ou	-	1 082 952	-
TOTAL DES BESOINS		12 838 069	15 033 152	et		12 838 069	15 033 152
							Solde budgétaire (excédent)
							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
							<i>dont solde budgétaire budget Fondation</i>
							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
							Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
							Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
							PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
							<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
							<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
							TOTAL DES FINANCEMENTS

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers Exécution 2017

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Budget décaissement 2017	Exécution décaissement 2017	Budget encaissement 2017	Exécution encaissement 2017
IDOH	47310000	Recettes à transférer	504 965,00	509 964,60	-	-
PEPITE CENTRE	47310000	Recettes à transférer	-	153 800,00	-	153 800,00
AMI	47310000	Recettes à transférer	449 600,00	448 800,00	449 600,00	448 800,00
SECURITE SOCIALE ETUDIANTE	47310000	Recettes à transférer	1 900 736,00	1 905 327,00	1 900 736,00	1 905 434,50
BIOMEDICAMENTS 1 et 2	47310000	Recettes à transférer	2 408 786,00	2 496 085,00	1 986 900,00	1 986 900,00
LABEX MABIMPROVE	47310000	Recettes à transférer	1 048 702,00	673 798,29	793 987,00	15 609,00
conventions de recherche	47310000	Recettes à transférer	82 250,00	292 334,82	82 250,00	609 924,72
TVA	44500000		4 192 880,00	3 006 302,35	3 061 644,00	2 772 619,67
TOTAL			10 587 919,00	9 486 412,06	8 275 117,00	7 893 087,89

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget Agrégé Exécution 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	PRODUITS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Personnel	156 010 625	158 963 043	156 216 228	Subventions de l'Etat (741*)	156 941 700	160 281 900	160 460 031
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	45 113 950	44 888 129	45 904 406	Fiscalité affectée		-	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	40 252 873	45 205 623	42 146 042	Autres subventions (74* sauf 741*)	15 714 065	15 094 214	14 753 137
Intervention (le cas échéant)				Autres produits (70*, 75*, 76*, 77* et 78)	27 089 506	28 792 551	26 094 805
TOTAL DES CHARGES (1)	196 263 498	204 168 666	198 362 270	TOTAL DES PRODUITS (2)	199 745 271	204 168 665	201 307 973
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 481 773	-	2 945 703	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	0	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	199 745 271	204 168 666	201 307 973	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	199 745 271	204 168 666	201 307 973

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 481 773	-	2 945 703
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (6811 et 68151)	14 856 404	14 739 682	15 378 489
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (78*)	- 11 377 949	- 11 093 155	- 11 505 129
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (675)		-	
- produits de cession d'éléments d'actifs (775)		-	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (756)		- 18 000	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 960 228	3 628 527	6 819 064

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	RESSOURCES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	6 960 228	3 628 527	6 819 064
				Financement de l'actif par l'État	4 009 443	1 106 348	796 339
Investissements	12 236 118	17 267 756	14 846 084	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	3 606 004	9 421 797	8 714 845
				Autres ressources			90 176
Remboursement des dettes financières		76 000	76 000	Augmentation des dettes financières	1 520 000	3 480 000	3 480 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	12 236 118	17 343 756	14 922 084	TOTAL DES RESSOURCES (6)	16 095 675	17 636 672	19 900 423
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	3 859 557	292 916	4 978 339	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	4 113 405	292 916	4 978 339
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (Variation FONDS DE ROULEMENT - Variation TRESORERIE)	- 2 059 050	1 375 868	624 355
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	6 172 455	- 1 082 952	4 353 984
Niveau Final du FONDS DE ROULEMENT	28 142 205	28 435 121	33 120 544
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 12 835 313	- 11 459 445	- 12 210 958
Niveau final de la TRESORERIE	40 977 518	39 894 566	45 331 502

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget Principal Exécution 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	PRODUITS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Personnel	156 010 625	158 963 043	156 216 228	Subventions de l'Etat (741*)	156 941 700	160 281 900	160 460 031
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	45 113 950	44 888 129	45 904 406	Fiscalité affectée	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	40 097 049	45 127 423	42 085 588	Autres subventions (74* sauf 741*)	15 714 065	15 094 214	14 753 137
Intervention (le cas échéant)	-	-	-	Autres produits (70*, 75*, 76*, 77* et 78)	26 998 923	28 736 551	26 048 230
TOTAL DES CHARGES (1)	196 107 674	204 090 466	198 301 815	TOTAL DES PRODUITS (2)	199 654 688	204 112 665	201 261 398
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 547 014	22 200	2 959 583	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	199 654 688	204 112 665	201 261 398	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	199 654 688	204 112 665	201 261 398

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 547 014	22 200	2 959 583
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (6811 et 68151)	14 856 404	14 739 682	15 378 489
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (78*)	- 11 377 949	- 11 093 155	- 11 505 129
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (675)	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs (775)	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (756)	-	-	-
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	7 025 469	3 668 727	6 832 943

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	RESSOURCES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	7 025 469	3 668 727	6 832 943
	-	-	-	Financement de l'actif par l'État	4 009 443	1 106 348	796 339
Investissements	12 236 118	17 267 756	14 844 964	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	3 606 004	9 421 797	8 714 845
	-	-	-	Autres ressources	-	-	89 122
Remboursement des dettes financières	-	76 000	76 000	Augmentation des dettes financières	1 520 000	3 480 000	3 480 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	12 236 118	17 343 756	14 920 964	TOTAL DES RESSOURCES (6)	16 160 916	17 676 872	19 913 249
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	3 924 798	333 116	4 992 285	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	4 178 645	333 116	4 992 285
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (Variation FONDS DE ROULEMENT - Variation TRESORERIE)	- 2 059 050	1 416 068	614 962
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	6 237 695	- 1 082 952	4 377 323
Niveau Final du FONDS DE ROULEMENT	27 803 799	28 136 915	32 796 084
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 12 825 920	- 11 409 852	- 12 210 958
Niveau final de la TRESORERIE	40 629 719	39 546 767	45 007 042

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Budget Fondation Exécution 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	PRODUITS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Personnel		-		Subventions de l'Etat (741*)		-	
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		-		Fiscalité affectée		-	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	155 824	78 200	60 454	Autres subventions (74* sauf 741*)		-	
Intervention (le cas échéant)		-		Autres produits (70*, 75*, 76*, 77* et 78)	90 583	56 000	46 575
TOTAL DES CHARGES (1)	155 824	78 200	60 454	TOTAL DES PRODUITS (2)	90 583	56 000	46 575
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	65 241	22 200	13 879
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	155 824	78 200	60 454	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	155 824	78 200	60 454

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 65 241	- 22 200	- 13 879
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (6811 et 68151)		-	
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (78*)		-	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (675)		-	
- produits de cession d'éléments d'actifs (775)		-	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (756)		- 18 000	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 65 241	- 40 200	- 13 879

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	RESSOURCES	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Insuffisance d'autofinancement	65 241	40 200	13 879	Capacité d'autofinancement	-	-	-
				Financement de l'actif par l'État		-	
Investissements		-	1 120	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État		-	
				Autres ressources		-	1 054
Remboursement des dettes financières		-		Augmentation des dettes financières		-	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	65 241	40 200	14 999	TOTAL DES RESSOURCES (6)	-	-	1 054
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	65 241	40 200	13 946

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 65 240	- 40 200	- 13 946
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (Variation FONDS DE ROULEMENT - Variation TRESORERIE)		-	9 393
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 65 240	- 40 200	- 23 339
Niveau Final du FONDS DE ROULEMENT	338 406	298 206	324 460
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 9 393	- 9 393	0
Niveau final de la TRESORERIE	347 799	307 599	324 460

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées - Exécution - 2017

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés					
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	-	-	-	-	-
Personnel					
<i>AE=CP</i>					
Fonctionnement					
<i>AE</i>					
<i>CP</i>					
Intervention					
<i>AE</i>					
<i>CP</i>					
Investissement					
<i>AE</i>					
<i>CP</i>					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-	-	-	-	-

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles - Exécution - 2017

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations (en K€)	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement							Crédits de paiement						Restes		
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogram-mations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	Conso AE N	AE non consommés en N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogram-mations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Conso CP N	CP non consommés en N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)			
Autres Contrats (Préciput, ...etc.)	744	170	170	-	208	208	73	135	170	170	-	208	208	62	146	501 484,12	11
Projets Subventionnés	69 777	28 200	28 200	-	18 155	18 155	17 677	478	28 200	28 200	-	18 454	18 454	16 432	2 022	23 899 975,97	1 245
Contrats de Collaboration	2 506	1 114	1 114	-	561	561	521	40	1 114	1 114	-	565	565	498	67	871 186,74	23
Prestations Pluriannuelles	526	173	173	-	173	173	152	21	173	173	-	173	173	131	42	200 551,05	21
total contrats de recherche (RRR)	73 553	29 657	29 657	-	19 098	19 098	18 423	674	29 657	29 657	-	19 401	19 401	17 123	2 278	25 473	1 300
B_SFERE MALAISIEIS	242	2	2	-	79	79	37	42	2	2	-	79	79	36	42	203	0
PFI COLL.FROM PASSIO	64	0	0	-	38	38	39	1	0	0	-	38	38	38	-	0	24
PFI MASTER EURO.ERAS	2 244	24	24	-	252	252	219	33	24	24	-	252	252	219	33	2 001	0
T_SFERE MALAISIEIS	700	488	488	-	31	31	64	33	488	488	-	31	31	62	-	148	2
PFI ANTROPOTOMOOC	470	-	-	-	118	118	35	82	-	-	-	118	118	27	90	435	8
PFI NEW TEACH DUNE	2 536	-	-	-	278	278	32	247	-	-	-	278	278	32	247	2 505	-
Total Contrat d'enseignement	6 257	515	515	-	795	795	426	369	515	515	-	795	795	415	380	5 315	12
PPI Opérations immobilières	45 092	10 110	10 110	-	10 816	10 816	10 144	672	9 994	9 994	-	3 394	3 394	2 741	653	24 838	7 519
Total programmes pluriannuels d'investissement (PPI)	45 092	10 110	10 110	-	10 816	10 816	10 144	672	9 994	9 994	-	3 394	3 394	2 741	653	24 838	7 519
Total	124 902	40 282	40 282	-	30 708	30 708	28 993	1 715	40 166	40 166	-	23 590	23 590	20 278	3 311	55 627	8 831

pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :

Ss total personnel	29 144	13 527	13 527	-	5 151	5 151	5 027	123	13 527	13 527	-	5 151	5 151	5 027	124	10 590	0
Ss total fonctionnement	28 505	9 689	9 689	-	5 459	5 459	4 453	1 006	9 674	9 674	-	5 540	5 540	4 076	1 463	14 364	391
Ss total investissement	67 253	17 066	17 066	-	20 099	20 099	19 513	586	16 965	16 965	-	12 899	12 899	11 175	1 725	30 674	8 440

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs					RE non consommés en N	Restes à encaisser > N
			Montant	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Encaissement N			
			(15)=(1)-(14)	(16)		(17)	(18)=(15)-(16)-(17)		
Autres Contrats (Préciput, ...etc.)	744	318	426	142	52	131	-	79	153
Projets Subventionnés	69 777	166	69 611	19 157	13 623	12 341	-	1 281	38 113
Contrats de Collaboration	2 506	-	2 506	1 267	686	543	-	143	696
Prestations Pluriannuelles	526	-	526	249	315	219	-	97	59
total contrats de recherche	73 553	484	73 069	20 815	14 677	13 235	-	1 442	39 020
B_SFERE MALAISIEIS	242	-	242	-	103	68	-	35	139
PFI COLL.FROM PASSIO	64	-	64	-	50	25	-	25	14
PFI MASTER EURO.ERAS	2 244	23	2 221	-	998	480	-	518	1 224
T_SFERE MALAISIEIS	700	-	700	374	106	172	-	65	219
PFI ANTROPOTOMOOC	470	310	160	-	-	-	-	-	160
PFI NEW TEACH DUNE	2 536	1 336	1 200	-	360	360	-	-	840
Total Contrat d'enseignement	6 257	1 669	4 588	374	1 617	1 104	-	513	2 596
PPI Opérations immobilières	45 092	11 093	33 999	13 300	3 147	3 758	-	611	16 941
Total programmes pluriannuels d'investissement	45 092	11 093	33 999	13 300	3 147	2 704	-	611	16 941
Total	124 902	13 247	111 655	34 489	19 441	17 042	-	1 345	58 557

Tableau 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles - Exécution - 2017

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Prévisions d'AE et de CP (en K€)			Prévisions N (BI + BR)													Prévisions N+1 et suivantes (ne prends pas en compte la variation N)						
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogram-mations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	Conso AE N	AE non consommés en N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogram-mations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Conso CP N	CP non consommés en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
contrats de recherche	Personnel	26 898	13 174	13 174		4 819	4 819	4 892	- 72	13 174	13 174	-	4 819	4 819	4 892	- 72	4 398	4 398	1 458	1 458	3 050	3 050
	Fonctionnement	24 563	9 445	9 445		4 988	4 988	4 144	844	9 445	9 445	-	5 097	5 097	3 769	1 328	4 472	4 144	1 946	1 974	3 713	767
	Investissement	22 091	7 038	7 038		9 290	9 290	9 387	97	7 038	7 038	-	9 485	9 485	8 462	1 023	3 929	4 512	5	5	1 829	-
	Total	73 553	29 657	29 657	-	19 098	19 098	18 423	675	29 657	29 657	-	19 401	19 401	17 123	2 278	12 798	13 053	3 409	3 437	8 591	3 817
contrats d'enseignement	Personnel	2 246	353	353		331	331	135	196	353	353	-	331	331	135	196	688	688	630	630	243	243
	Fonctionnement	3 813	162	162		428	428	269	159	162	162	-	428	428	258	171	796	796	884	884	1 542	1 542
	Investissement	199	-	-		35	35	22	14	-	-	-	35	35	22	14	66	66	66	66	31	31
	Total	6 257	515	515	-	795	795	426	369	515	515	-	795	795	415	380	1 551	1 551	1 580	1 580	1 816	1 816
programme pluriannuels d'investissements	Personnel	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement	129	82	82		42	42	39	3	68	68	-	14	14	50	- 35	5	8	-	-	0	39
	Investissement	44 963	10 028	10 028		10 773	10 773	10 105	669	9 926	9 926	-	3 379	3 379	2 691	688	10 953	9 055	11 900	10 046	1 308	12 556
	Total	45 092	10 110	10 110	-	10 816	10 816	10 144	672	9 994	9 994	-	3 394	3 394	2 741	653	10 959	9 062	11 900	10 046	1 308	12 595
	Ss total Personnel	29 144	13 527	13 527	-	5 151	5 027	123	13 527	13 527	-	5 151	5 151	5 027	124	5 086	5 086	2 088	2 088	3 293	3 293	
	Ss total Fonctionnement	28 505	9 689	9 689	-	5 459	5 459	4 453	1 006	9 674	9 674	-	5 540	5 540	4 076	1 463	5 273	4 948	2 830	2 858	5 255	2 349
	Ss total Investissement	67 253	17 066	17 066	-	20 099	20 099	19 513	586	16 965	16 965	-	12 899	12 899	11 175	1 725	14 948	13 633	11 972	10 118	3 168	12 587
	TOTAL	124 903	40 282	40 282	-	30 708	30 708	28 993	1 715	40 166	40 166	-	23 590	23 590	20 278	3 312	25 308	23 667	16 889	15 064	11 716	18 229

Prévisions de recettes			Prévisions N							s en N+1 et suivantes (ne prends pas en compte la va		
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Encaissement N	Reste à encaisser N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2			
contrats de recherche	Financement de l'Etat	2 087	130	1 319	43	1 276	229	194	215			
	Autres financements publics	64 912	18 961	12 300	11 623	676	27 694	5 513	444			
	Autres financements	6 070	1 723	1 058	510	1 568	2 590	698	0			
	Total Contrats de recherche	73 069	20 815	14 677	13 235	1 442	30 513	6 405	659			
contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-			
	Autres financements publics	3 347	-	1 124	869	254	1 709	158	356			
	Autres financements	1 240	374	493	234	259	373	-	0			
	Total Contrats d'enseignement	4 588	374	1 617	1 104	513	2 082	158	356			
programme pluriannuels d'investissements	Financement de l'Etat	17 340	7 172	1 347	1 884	537	1 720	2 600	4 501			
	Autres financements publics	16 441	5 909	1 800	1 874	74	1 507	1 000	6 224			
	Autres financements	218	218	-	-	-	-	-	-			
	Total P.P.I.	33 999	13 300	3 147	3 758	611	3 227	3 600	10 725			

TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable - Exécution - 2017

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Exécution 2016	Budget 2017	Exécution 2017	
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	-	13 456 979	13 456 979	
	2 Niveau initial du fonds de roulement	24 028 800	28 142 205	28 142 205	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 10 776 263	- 12 835 313	- 12 835 313	
	4 Niveau initial de la trésorerie	34 805 063	40 977 518	40 977 518	
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		-	-	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	24 805 063	40 977 518	40 977 518	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	193 643 212	217 454 637	209 215 671	
	6 Résultat patrimonial	3 481 773	0	2 945 703	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	6 960 228	3 628 527	6 819 064	
	8 Variation du fonds de roulement	4 113 405	292 916	4 978 339	
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire		3 404 000	3 404 000	
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS		118 000	- 158 064
	Variation des stocks	+ / -			
	Charges sur créances irrécouvrables	-		20 000	- 304 242
	Produits divers de gestion courante	+		138 000	146 178
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS		- 1 054 934	- 11 604
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		3 573 829	2 139 865
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		- 3 000 000	- 183 180 669
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		2 000 000	203 847
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		- 3 628 763	180 825 353
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		4 113 405	- 2 174 150	1 744 007
	12.a	Recettes budgétaires		204 429 830	198 831 703
12.b	Crédits de paiement ouverts		206 603 980	197 087 696	
13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		- 2 059 050	1 091 198	2 609 977	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		6 172 455	- 1 082 952	4 353 984	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-	-	
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	6 172 455	- 1 082 952	4 353 984	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13		- 2 059 050	1 375 868	624 355	
16 Variation des restes à payer		13 456 979	10 850 656	12 127 974	
Niveaux finaux	17 Niveau final de restes à payer	13 454 979	24 307 635	25 584 953	
	18 Niveau final du fonds de roulement	28 142 204	28 435 121	33 120 544	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 12 835 313	- 11 459 445	- 12 210 958	
	20 Niveau final de la trésorerie	40 977 518	39 894 566	45 331 502	
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		-	-	
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	40 977 518	39 894 566	45 331 502	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale





Tableaux DPGCEP

Synthèse des documents gestion des emplois et crédits de personnels (DPG)

Intitulé du tableau
Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE
Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE
Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale

Tableau 1 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE
Phase 4 : Enquête validée

Année		2017																				
Phase		fin décembre 2017																				
N° UAI		0370800U																				
Libellé établissement		Université de Tours																				
Emplois	exercice 2016		période janvier - avril exercice 2017					période janvier - septembre exercice 2017					période janvier - décembre exercice 2017									
	stock ETP (a) au 31 décembre 2016	moyenne annuelle EPT 2016 (b)	Entrées (en ETP) (c)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin avril e=a+c-d (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 4 mois)	Entrées (en ETP) (f)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin septembre (h)=a+f-g (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 9 mois)	Entrées (en ETP) (i) (titulaires et CDI)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin décembre 2017 (k)=a+i-j pour les titulaires et CDI, à saisir pour les contractuels (4)	ETPT (moyenne annuelle exercice 2017) (l)					
				Total (d)	dont retraites				Total (g)	dont retraites				Total (j) (titulaires et CDI)	dont retraites (titulaires et CDI)							
	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R					
Emplois sous plafond Etat (1)	Titulaires	Budget initial	1	994	987,92	0	0	0	968,7	966,97	24	10	9	982,7	968,08	24	14	9	978,7	970,3		
		Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	2	968,7	966,97	4,3	6	0	967	966,81	28,3	16	9	981	967,92	26	29	22	965,7	966,81		
		Exécution	3	968,7	969,07	4,3	6	0	967	966,81	25	29	22	964,7	966,84	26	31,5	22	963,2	965,97		
		Budget initial	4	652	634,58	2	5	5	604,4	622,41	28	11	11	624,4	623,93	36	12	12	631,4	629,74		
		Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	5	607,4	624,54	10,1	11,44	5	628,22	626,83	36,1	17,44	11	648,22	628,35	27,3	20,6	15,6	636,26	624,02		
		Exécution	6	629,56	626,86	10,1	11,44	5	628,22	626,83	17,5	19,6	14,6	627,46	622,94	26,44	20,6	15,6	635,4	624,6		
	sous total titulaires		Budget initial	7	1 646	1 622,50	2	5	5	1 573,10	1 589,38	52	21	20	1 607,10	1 592,01	60	26	21	1 610,10	1 600,04	
			Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	8	1 576,10	1 591,51	14,4	17,44	5	1 595,22	1 593,64	64,4	33,44	20	1 629,22	1 596,27	53,3	49,6	37,6	1 601,96	1 590,83	
			Exécution	9	1 598,26	1 595,93	14,4	17,44	5	1 595,22	1 593,64	42,5	48,6	36,6	1 592,16	1 589,78	52,44	52,1	37,6	1 598,60	1 590,57	
	Non titulaires		Budget initial	10	260	270,33					273,47									283,83	276,17	
			Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	11	270,61	273,47						277,07									282,63	275,48
			Exécution	12	276,27	269,08						277,07									293	274,65
			Budget initial	13	134	131,08						147,4									166,91	149,57
			dont ATER et doctorants contractuels	Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	14	159,91	147,4					141					141,56				164,91	139,81
			Exécution	15	140	135,21						141					139,74				154	142,22
			Budget initial	16	71	78,42						78,58					77,4				64,06	74,21
			Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	17	78,66	78,58					90,98					89,8				72,46	87,56
			Exécution	18	83,66	78,02						90,98					86,93				92,3	87,72
			Budget initial	19	32	36	0	1	0	38,8	40,04	0	3	0	36,8	34,78	0	5	0	34,8	38,96	
			dont CDI	Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	20	39,8	41,04	1,8	0	0	44,6	44,52	0	3	0	39,8	39,26	5,5	14,7	0	33,6	42,94
			Exécution	21	42,8	38,72	1,8	0	0	44,6	44,52	4,5	9,4	0	37,9	43,13	4,8	3,2	0	44,4	43,44	
	sous total non titulaires plafond 1		Budget initial	22	331	348,75					352,05				350,06					347,89	350,38	
			Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	23	349,27	352,05					368,05				366,06					355,09	363,04	
			Exécution	24	359,93	347,1					368,05				361,07					385,3	362,37	
	Total plafond 1		Budget initial	25	1 977	1 971,25					1 941,43				1 942,07					1 957,99	1 950,42	
			Nouvelle/derrière prévision d'exécution (3)	26	1 925,37	1 943,56					1 961,69				1 962,33					1 957,05	1 953,87	
			Exécution	27	1 958,19	1 943,03					1 961,69				1 950,85					1 983,90	1 952,94	

Emplois sous plafond 2 (1 bis)	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	28	106	106				95,98					81,16				90,61	86,14	
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	29	86,57	85,1				126,81						111,99				121,44	118,61
			Exécution	30	90,23	84,57				126,81						115,91				129,67	118,14
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial	31	361,47	358				296,67						300,83				307,58	313,44
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	32	297,58	303,44				318,41						322,57				329,32	312,3
			Exécution	33	321,06	327,54				318,41						308,98				330,11	309,61
		dont CD	Budget initial	34	67	82	13	4	0	88,84	86,56	21	19	0	81,84	92,42	21	20	0	80,84	86,41
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	35	79,84	86,58	4,2	5,2	0	84,36	83,36	12,2	20,2	0	77,36	89,22	12,2	21,2	0	76,36	83,03
			Exécution	36	85,36	83,13	4,2	5,2	0	84,36	83,36	12,2	20,2	0	77,36	82,69	12,2	22,2	0	75,36	80,94
		dont contrats aidés	Budget initial	37	4	4	0	0	0	0	5,85	0	0	0	0	5,85	0	0	0	8	5,85
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	38	8	5,85	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2	2
			Exécution	39	4	5,92	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	1	1,83
	Total plafond 2	Budget initial	40	467,47	464				392,65						381,99				398,19	399,58	
Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		41	384,15	388,54				445,22						434,56				450,76	430,91		
Exécution		42	411,29	412,11				445,22						424,89				459,78	427,75		
Total emplois rémunérés par l'opérateur	Titulaires	Budget initial	43	1 646	1 622,50	2	5	5	1 573,10	1 589,38	52	21	20	1 607,10	1 592,01	60	26	21	1 610,10	1 600,04	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	44	1 576,10	1 591,51	14,4	17,44	5	1 595,22	1 593,64	64,4	33,44	20	1 629,22	1 596,27	53,3	49,6	37,6	1 601,96	1 590,83	
		Exécution	45	1 598,26	1 595,93	14,4	17,44	5	1 595,22	1 593,64	42,5	48,6	36,6	1 592,16	1 589,78	52,44	52,1	37,6	1 598,60	1 590,57	
	Non titulaires plafonds 1 et 2	Budget initial	46	798,47	812,75				744,7						732,05				746,08	749,96	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	47	733,42	740,59				813,27						800,62				805,85	793,95	
		Exécution	48	771,22	759,21				813,27						785,96				845,08	790,12	
	dont CD	Budget initial	49	99	118	13	5	0	127,64	126,6	21	22	0	118,64	127,2	21	25	0	115,64	125,37	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	50	119,64	127,62	6	5,2	0	128,96	127,88	12,2	23,2	0	117,16	128,48	17,7	35,9	0	109,96	125,97	
		Exécution	51	128,16	121,85	6	5,2	0	128,96	127,88	16,7	29,6	0	115,26	125,82	17	25,4	0	119,76	124,38	
	Total plafonds 1 et 2	Budget initial	52	2 444,47	2 435,25				2 334,08						2 324,06				2 356,18	2 350	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	53	2 309,52	2 332,10				2 406,91						2 396,89				2 407,81	2 384,78	
		Exécution	54	2 369,48	2 355,14				2 406,91						2 375,74				2 443,68	2 380,69	
Dont fonctionnaires stagiaires des ENS	Budget initial	55	11	7,67				6						6				5	5,13		
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	56	11	7,67				11						11				8	8		
	Exécution	57	11	7,67				11						8				8	8		
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (5) (plafond 2)	Budget initial	58	184	179				179						179				184	179		
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	59	184	179				179						179				176	171		
	Exécution	60	194,4	197,23				179						170				0	0		
Personnels en fonction dans l'établissement non rémunérés par lui (mises à disposition entrantes)	Budget initial	61	2,5	2,5				0						0				0	0		
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	62	1,9	2,57				0						0				0	0		
	Exécution	63	0	0				0						0				0	0		
dont emplois Etat	Budget initial	64	1,5	1,5				0						0				0	0		
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	65	0,9	1,57				0						0				0	0		
	Exécution	66	0	0				0						0				0	0		

- Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro
- Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement
- La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle des personnels titulaires et non titulaires sous plafond Etat en ETPT ne doit pas excéder le plafond des emplois notifié par l'Etat
- La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle en ETPT de l'ensemble des emplois rémunérés par l'opérateur ne doit pas excéder le plafond global des emplois voté (au BI ou après le dernier budget rectificatif)
- (1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois gagés
- (1 bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA)
- (2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs
- (3) Dernière prévision d'exécution pour fin 2016 (colonnes (a) et (b) à renseigner au moment du BI 2017) et nouvelle prévision d'exécution sur 2017 (à renseigner en phases 2, 3 et 4)
- (4) le stock ETP à la fin avril, fin septembre et fin décembre 2017 se calcule en phase 1 (BI 2017) à partir de la dernière prévision d'exécution pour fin 2016 (colonne (a) ligne "Nouvelle/dernière prévision d'exécution") et en phase 2 et suivantes à partir de l'exécution de décembre 2016 (ligne "exécution" colonne (a))
- (5) contrat de recherche au sens de la définition apportée par le document de prescriptions générales élaboré par la direction du budget en application du décret GBCP (fascicule n°8, annexe relative aux opérations pluriannuelles) : acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou des prestations de recherche dans un domaine déterminé

Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE
Phase 4 : Enquête validée

Année	2017
Phase	fin décembre 2017
N° UAI	0370800U
Libellé établissement	Université de Tours

		A	
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :	1	144 715 505	
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant limitatif en AE=CP	2	157 449 436	
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif : montant limitatif en AE=CP	3	158 963 043	
N° DBM :	4	2	

Dépenses de personnel				Exercice 2016			Cumul au 30 avril 2017	Cumul au 30 septembre 2017	Cumul au 31 décembre 2017			écart BI 2017 / BI 2016	écart BI 2017 / exécution 2016	écart réprévision 2017 / exécution 2016	écart exécution 2017 / exécution 2016	
				Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2016)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2016)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2017)	Exécution annuelle					
				B	C	D	E	F	G	H	I					J
-1	Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	1		91 665 318	30 305 395	70 156 747			92 847 835				1 182 517	
			Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	2	125 296 535	124 695 516	32 577 137	10 969 861	24 720 790	125 450 912	126 771 984	33 313 571	154 377	1 208 457	2 529 529	736 434
			dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	3	3 300 000	3 300 000	2 384 018	160 759	4 295 764	3 500 000	4 500 000	2 258 703	200 000	1 115 982	2 115 982	-125 315
			sous total titulaires	4	125 296 535	124 695 516	124 242 455	41 275 256	94 877 537	125 450 912	126 771 984	126 161 406	154 377	1 208 457	2 529 529	1 918 951
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	5			9 375 147	3 159 764	7 021 969			9 475 083				99 936	
		dont ATER et doctorants contractuels	6			4 879 056	1 719 703	3 783 219			5 145 083				266 027	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7	11 301 614	11 611 475	2 438 570	902 793	2 070 123	11 678 025	11 462 785	2 886 053	376 411	-135 692	-350 932	447 483	
		dont CDI	8			1 219 656	458 241	1 023 405			1 386 554				166 898	
	sous total non titulaires	9	11 301 614	11 611 475	11 813 717	4 062 557	9 092 092	11 678 025	11 462 785	12 361 136	376 411	-135 692	-350 932	547 419		
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)	10	136 598 149	136 306 991	136 056 172	45 337 813	103 969 629	137 128 937	138 234 769	138 522 542	530 788	1 072 765	2 178 597	2 466 370		

Emplois sous plafond 2 (1 bis)	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	11	14 880 063	16 424 353	3 617 865	1 354 715	2 823 609	16 942 365	15 695 881	3 972 028	2 062 302	1 492 171	245 687	354 163
		dont CDI	12			141 690	44 898	98 601			139 003				-2 687
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	13			11 832 329	3 840 714	8 501 405			11 446 141				-386 188
		dont CDI	14			3 178 534	1 072 520	2 441 354			3 200 239				21 705
	Total non titulaires (plafond 2)	15	14 880 063	16 424 353	15 450 194	5 195 429	11 325 014	16 942 365	15 695 881	15 418 169	2 062 302	1 492 171	245 687	-32 025	
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires (plafond 1)	Enseignants et enseignants chercheurs	16	125 296 535	124 695 516	91 665 318	30 305 395	70 156 747	125 450 912	126 771 984	92 847 835	154 377	1 208 457	2 529 529	1 182 517
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	17			32 577 137	10 969 861	24 720 790			33 313 571				736 434
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs	18	26 181 677	28 035 828	12 993 012	4 514 479	9 845 578	28 620 390	27 158 666	13 447 111	2 438 713	1 356 479	-105 245	454 099
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	19			14 270 899	4 743 507	10 571 528			14 332 194				61 295
		sous total non titulaires	20			27 263 911	9 257 986	20 417 106			27 779 305				515 394
Total général (plafonds 1 et 2)	21	151 478 212	152 731 344	151 506 366	50 533 242	115 294 643	154 071 302	153 930 650	153 940 711	2 593 090	2 564 936	2 424 284	2 434 345		
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)			22	4 629 867	3 378 134	4 368 175	1 739 828	3 655 045	3 378 134	4 873 393	4 097 655	-1 251 733	-990 041	505 218	-270 520
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)			23	156 108 079	156 109 478	155 874 541	52 273 070	118 949 688	157 449 436	158 804 043	158 038 366	1 341 357	1 574 895	2 929 502	2 163 825
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)			24	239 085	375 912	159 050			0	159 000	120 237	-239 085	-159 050	-50	-38 813
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS			25	156 347 164	156 485 390	156 033 591			157 449 436	158 963 043	158 158 603	1 102 272	1 415 845	2 929 452	2 125 012
dont fonctionnaires stagiaires ENS			26	0	203 393	247 382	1	189 282	186 078	252 376	189 281	186 078	-61 304	4 994	-58 101
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) <i>(saisie de l'exécution fin septembre 2017 obligatoire)</i>			27	8 042 890	7 398 771	8 934 207	1	4 737 571	7 508 984	8 934 207	1	-533 906	-1 425 223	0	-8 934 206

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro

Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

Les montants prévisionnels et d'exécution annuels (colonne cumul au 31 décembre 2017) ne doivent pas dépasser le montant de masse salariale voté au budget de l'établissement éventuellement modifié par budget rectificatif.

(1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois gagés

(1 bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA)

(2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement :

- aux dépenses de personnels ne décomptant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires).

- aux éventuelles dépenses résiduelles ne pouvant faire l'objet d'une ventilation par catégories de personnel ou plafond d'emplois

Les heures complémentaires effectuées par les agents décomptant les plafonds d'emplois doivent être rattachées au plafond d'emplois de ces agents (quelle que soit l'origine du financement de cette rémunération complémentaire : subvention

Etat ou ressources propres), les heures complémentaires des agents ne décomptant pas les plafonds doivent être renseignées sur la ligne "autres dépenses non ventilables"

(4) dépenses éventuelles hors PSOP notamment

(5) s'agissant des données d'exécution de 2016 il convient de renseigner en phase 1 (BI 2017) la colonne "dernière prévision d'exécution" 2016 et en phase 2 (mai 2017) la colonne "exécution" (définitive 2016)

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles)

Tableau 3 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2017 et 2018 (en € et en flux)
Phase 4 : Enquête validée

Année		2017																									
Phase		fin décembre 2017																									
N° UAI		0370800U																									
Libellé établissement		Université de Tours																									
Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE=CP		Prévision d'exécution ou exécution 2016 (1)	Correction de l'exécution (événements exceptionnels non reconductibles) (1 bis)	Extension en Année Pleine des mesures 2016 (2)				Mesures entrant en vigueur en année 2017																Total des flux de 2017	Total prévision ou réprévision de décaissements sur 2017 (sauf phase 4 : Exécution au 31/12/2017)	Dernier budget voté (sur 2016 en phase 1, en AE CP sur 2017 en phases 2, 3 et 4)	Ecart prévision 2017 - dernier budget voté (sur 2016 en phase 1, en AE CP sur 2017 en phases 2, 3 et 4)
				Obligatoires								Discretionnaires															
				Mesures catégorielles titulaires exclusivement	Schéma d'emplois (hors contrats de recherche)	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changement de corps et dispositif Sauvadet) (6)	Mesures générales (titulaires et non titulaires) dont hausse de la valeur du point effets sur 2017 (3)	SMIC	CAS Pensions (et ATI) (changement du taux de CAS Pensions)	Autres cotisations	Mesures catégorielles (titulaires exclusivement) PPCR	Indemnitaires obligatoires (4)	GVT solde (hors colonnes O et P) personnels titulaires (5) L = M +N	dont GVT NEGATIF	dont GVT POSITIF	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changement de corps et dispositif Sauvadet) (6)	Indemnitaires à l'initiative établissement (7)	Variations des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (8)	Autres à détailler	(somme des colonnes B à T sauf M et N)	(V=A+U)				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X				
Rémunérations principales		1	79 554 853	0	0	-873 202	121 494	568 409	0	0	0	406 310	0	318 167	-137 630	455 797	96 234	-9 624	0	701 471	1 329 259	80 884 112	80 949 304	534 808			
Sous total titulaires (calcul automatique)		2	60 911 567	0	0	-1 110 829	81 316	496 149	0	0	0	406 310	0	318 167	-137 630	455 797	118 128	63 636	0	975 966	1 348 843	62 260 410	61 107 620	1 152 790			
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)		3	18 643 286	0	0	237 627	40 178	72 260	0	0	0	0	0	0	0	0	-21 894	-73 260	0	-274 495	-19 584	18 623 702	19 241 684	-617 982			
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS uniquement)	4	45 483 999	0	0	-885 826	12 391	384 862	0	0	0	267 555	0	257 986	-116 975	374 961	38 645	-21 154	0	970 815	1 025 274	46 509 273	45 366 983	1 142 290			
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	5	15 427 568	0	0	-225 003	68 925	111 287	0	0	0	138 755	0	60 181	-20 655	80 836	79 483	84 790	0	5 151	323 569	15 751 137	15 740 637	10 500			
Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	6	8 698 940	0	0	235 881	98 717	36 736	0	0	0	0	0	0	0	0	-18 278	-17 013	0	-314 613	21 430	8 720 370	9 198 982	-478 612			
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7	9 885 487	0	0	-24 456	-58 539	35 524	0	0	0	0	0	0	0	0	-3 616	-56 247	0	40 118	-67 216	9 818 271	9 983 843	-165 572			
	dont CDI	8	2 857 146	0	0	4 064	-15 173	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-15 631	-4 716	0	-27 470	-58 926	2 798 220	2 832 763	-34 543			
	dont personnels recrutés et financés sur contrats de recherche (8)	9	6 148 684	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 148 684	6 148 684	0				
Autres : stagiaires, apprentis ...		10	58 859	0	0	26 202	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 202	85 061	58 859	26 202				
Rémunérations accessoires		11	11 090 904	0	0	-153 340	-41 318	66 731	27 383	0	0	0	0	0	0	0	3 820	-551	260 000	-13 012	-279 702	-129 989	10 960 915	12 115 105	-1 154 190		
Sous total titulaires (à saisir obligatoirement)		12	6 806 851	0	0	-131 806	-39 625	56 838	0	0	0	0	0	0	0	0	-5 086	90	210 000	-23 309	-256 838	-189 736	6 617 115	7 193 764	-576 649		
Sous total non titulaires et autres (à saisir obligatoirement)		13	4 284 053	0	0	-21 534	-1 693	9 893	27 383	0	0	0	0	0	0	0	8 906	-641	50 000	10 297	-22 864	59 747	4 343 800	4 921 341	-577 541		
Autres	Cours complémentaires et vacations d'enseignement	14	5 480 837	0	0	0	0	13 416	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-13 012	0	404	5 481 241	6 268 930	-787 689			
	Autres rémunérations accessoires (dont versement au titre des comptes épargne temps)	15	469 105	0	0	-495	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-342 166	-342 661	126 444	480 670	-354 226			
	Primes et indemnités des enseignants et enseignants chercheurs	16	2 153 935	0	0	-119 000	-41 852	51 165	1 970	0	0	0	0	0	0	0	18 260	1 245	0	-178 051	-266 263	1 887 672	2 151 010	-263 338			
	Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels	17	2 987 027	0	0	-33 845	534	2 150	25 413	0	0	0	0	0	0	0	-14 440	-1 796	260 000	0	240 515	478 531	3 465 558	3 214 495	251 063		
Cotisations et contributions sociales		18	65 256 170	0	0	-872 503	90 202	524 571	11 827	0	-13 918	500 565	0	309 450	-111 479	420 929	102 807	27 933	32 101	3 287	166 437	882 759	66 138 929	66 366 970	-228 041		
Sous total titulaires (calcul automatique)		19	56 139 307	0	0	-941 725	83 656	460 919	0	0	0	500 565	0	309 450	-111 479	420 929	110 598	58 800	10 506	-1 165	444 184	1 035 788	57 175 095	56 632 687	542 408		
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)		20	9 116 863	0	0	69 222	6 546	63 652	11 827	0	-13 918	0	0	0	0	0	-7 791	-30 867	21 595	4 452	-277 747	-153 029	8 963 834	9 734 283	-770 449		

Titulaires	Cas pensions + ATI	21	45 113 949	0	0	-748 361	66 538	370 127	0	0	417 758	0	237 353	-102 672	340 025	89 008	47 472	0	0	0	309 338	789 233	45 903 182	45 493 439	409 743
	Autres cotisations titulaires	22	11 025 358	0	0	-193 364	17 118	90 792	0	0	82 807	0	72 097	-8 807	80 904	21 590	11 328	10 506	-1 165	0	134 846	246 555	11 271 913	11 139 248	132 665
Non titulaires	Cotisations Assedic	23	1 180 185	0	0	950	1 353	33 298	1 753	0	0	0	0	0	0	-1 435	-4 683	3 200	664	0	16 237	51 337	1 231 522	1 261 786	-30 264
	Autres cotisations non titulaires	24	7 936 678	0	0	68 272	5 193	30 354	10 074	0	-13 918	0	0	0	0	-6 356	-26 184	18 395	3 788	0	-293 984	-204 366	7 732 312	8 472 497	-740 185
Prestations sociales		25	131 664	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 983	42 983	174 647	131 664	42 983
TOTAL		26	156 033 591	0	0	-1 899 045	170 378	1 159 711	39 210	0	-13 918	0	627 617	-249 109	876 726	202 861	17 758	292 101	-9 725	0	631 189	2 125 012	158 158 603	158 963 043	-804 440
TOTAL hors prestations		27	155 901 927	0	0	-1 899 045	170 378	1 159 711	39 210	0	-13 918	0	627 617	-249 109	876 726	202 861	17 758	292 101	-9 725	0	588 206	2 082 029	157 983 956	158 831 379	-847 423
dont titulaires (hors prestations)		28	123 857 725	0	0	-2 184 360	125 347	1 013 906	0	0	0	0	627 617	-249 109	876 726	223 640	122 526	220 506	-24 474	0	1 163 312	2 194 895	126 052 620	124 934 071	1 118 549
dont non titulaires et autres (hors prestations)		29	32 044 202	0	0	285 315	45 031	145 805	39 210	0	-13 918	0	0	0	0	-20 779	-104 768	71 595	14 749	0	-575 106	-112 866	31 931 336	33 897 308	-1 965 972
Incidence sur 2018		30														345 523	8 518	0	0	0	0				
dont incidence rémunération principale (saisie obligatoire sur colonnes O et P)		31														179 599	4 428	0	0	0	0				
dont incidence rémunérations accessoires (saisie obligatoire sur colonnes O et P)		32														0	0	0	0	0	0				
dont incidence cotisations et contributions sociales		33														165 924	4 090	0	0	0	0				

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro

Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

(1) l'élaboration du budget est fondée sur une prévision d'exécution 2016, réajustée après la fin de l'exercice

(1 bis) jours de grève, versement d'un capital décès ou d'une indemnité exceptionnelle non reductible

(2) Les colonnes "EAP" couvrent les mesures discrétionnaires (schéma d'emploi et évolution de la structure des emplois) ou obligatoires de l'exercice précédent (2016).

et des cotisations sur les EAP est à prendre en compte dans la colonne F "valeur du point" FP" (cf commentaire (3))

(3) dans la colonne F "mesures générales" sont regroupés les effets liés aux hausses de la valeur du point du 1er juillet 2016 (EAP sur 2017) et du 1er février 2017.

(4) la colonne K comprend les mesures indemnitaires imposées par la réglementation sans marge de manœuvre possible pour l'établissement

(5) la colonne L "GVT solde" comprend le GVT négatif et positif. S'agissant du GVT positif, elle ne comprend que les avancements d'échelon et de grade.

Les changements de corps sont traités dans la colonne P "évolution de la structure des emplois". S'agissant du GVT négatif, il traite le remplacement d'un titulaire par un titulaire au sein d'un même corps.

(6) ces colonnes intègrent :

O : les variations du volume d'emplois (schéma d'emplois hors variations liées aux contrats de recherche, voir colonne S),

P : les variations de coût induites par les transformations de corps (dont celles issues des promotions sur listes d'aptitudes), les repyramidages et les titularisations liées au dispositif Sauvadet

(7) cette colonne intègre les variations du régime indemnitaire décidées par l'établissement, ainsi que les variations du volume de la prime d'encadrement doctoral et de recherche ("PEDR" anciennement "PES" prime d'excellence scientifique)

(8) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles) :

acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou des prestations de recherche dans un domaine déterminé